

Rouge

Vers la
dévaluation
du franc ?

p. 9

M 1578 N° 1055 6 F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 18 au 24 mars 1983

LE PS et le PC ont subi une dure leçon lors de ces municipales. Elus pour faire la guerre au chômage et à l'inflation, voilà deux ans, ils ont été désavoués en mars 1983 par ceux-là mêmes qu'ils avaient portés au pouvoir, c'est-à-dire les travailleurs. C'est en effet dans les quartiers populaires qu'au premier tour l'abstention s'est concentrée. Ce vote négatif prend le sens d'un avertissement clair : l'aspiration au changement a été bafouée par une politique gouvernementale dite de rigueur. Elle a été clairement rejetée le 6 mars, lors du premier tour. Le sens de cette abstention ouvrière est incontestable, car le 13 mars une grande partie des abstentionnistes a transformé son vote en faisant barrage à une droite qui menaçait par son offensive de liquider l'acquis politique du 10 mai. Mais au passage, les urnes, lors des deux tours, ont révélé un recul réel des votes à gauche, malgré ce sursaut aux motivations limpides. Les dégâts de la politique du PS et du PC ont laissé des traces. Et la droite en a profité, même si elle n'a que partiellement réussi son offensive. Elle aussi a envoyé un avertissement à la majorité en place. RPR et UDF ont montré leur capacité à exploiter les capitulations du gouvernement. Discrédités il y a deux ans, ils ont repris solidement pied dans un grand nombre de villes, bases de la prochaine étape de leur assaut général pour reprendre le pouvoir.

TRES significative est l'attitude de Mitterrand, après ce double avertissement. C'est en bonaparte, drapé dans le pouvoir personnel que lui octroie la Constitution de la V^e République, qu'il se comporte. Elu par les suffrages populaires qui viennent de désavouer sa politique, menacé par une droite revancharde, il prétend interpréter les résultats du scrutin national en arbitre au-dessus de la mêlée politique. Un homme, un seul, le président, use des pouvoirs constitutionnels pour répondre à l'attente du pays. Qu'a-t-il besoin d'attendre le 23 mars, s'il ne prépare une formule gouvernementale voulant marier l'eau et le feu, c'est-à-dire composer avec l'ensemble des forces politiques présentes lors des élections ? S'il avait voulu entendre la voix des travailleurs contre l'austérité, qu'avait-il besoin de ce royal silence de dix jours ? Oui, il entreprend un savant virage à droite, qu'il essaiera de masquer par un subtil équilibre dans l'attribution des portefeuilles ministériels. Les partis de la majorité parlementaire devront suivre, comme ils pourront, avec les contradictions et les tensions qu'implique le chemin présidentiel.

LES travailleurs attendent autre chose qu'une nouvelle austérité. Au contraire, leur vote a montré que, s'ils sont prêts à faire obstacle à la droite, ils n'acceptent ni rigueur ni consensus national. Dans les débats qui traverseront les organisations ouvrières et syndicales, les ateliers et les bureaux, la LCR avancera les moyens de lever les obstacles à la mobilisation unitaire d'ensemble, contre les attaques patronales. Comme elle s'efforcera d'indiquer, ainsi qu'elle l'a fait lors de la campagne municipale, la voie anticapitaliste pour sortir de la crise. Cela suppose de tout faire pour bâtir une alternative révolutionnaire à la gauche de la gauche gouvernementale.

Immédiatement, un combat doit être entrepris, celui qui s'oppose au racisme sous toutes ses formes. La droite et les fascistes de Le Pen ont excité la chasse aux immigrés. Molle, inexistante a été la réponse du PS et du PC. A la LCR, à toutes les organisations démocratiques d'empêcher la division des rangs ouvriers par le racisme.

L'avertissement des travailleurs au PS et au PC doit être entendu

Non à l'austérité-bis



**Contre
le
racisme,
faire
front
dans
l'unité**

(lire p.16)

LES LEÇONS

1 - Le PS et le PC paient le prix de leur politique

DEUX ans après le 10 mai, la gauche perd trente et une villes de plus de trente mille habitants aux élections municipales. Elle a récolté, au premier tour du scrutin, les fruits amers de sa politique : la sanction des abstentions concentrées dans les quartiers ouvriers et populaires. C'est là l'explication essentielle de son recul.

La droite a certes connu une poussée électorale. Mais le second tour en a marqué les limites : les abstentionnistes se sont mobilisés pour barrer la route à la droite qui chantait victoire. Le rapport de forces issu de mai 1981 n'a pas fondamentalement changé.

Il faut tirer trois leçons.

1. La droite a mobilisé depuis des mois en vue de cette échéance de mars qu'elle voulait décisive pour sa reconquête du pouvoir. Ses résultats ne sont pas le simple fruit d'une bonne campagne électorale, mais d'une mobilisation sociale. Depuis le 10 mai, la droite a multiplié les campagnes d'opinion, a chevauché les mobilisations de la FNSEA, des petits patrons, des défenseurs de l'école privée, des médecins. Le CNPF a rassemblé dix mille patrons à Paris.

La droite a pu d'autant plus facilement construire ce rapport de forces qu'elle n'a rencontré aucune riposte à ses démonstrations : le PS et le PC, les directions syndicales ont préféré faire le gros dos. C'était là la conclu-

sion logique de leur politique de compromis et de concessions.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. Alors qu'aux élections cantonales partielles la droite devait uniquement son score au « tassement électoral » de la gauche, pour ces municipales elle a obtenu un gain de voix réel. D'abord en mobilisant massivement son électorat traditionnel. Ensuite en regagnant en partie sur les « couches moyennes » qui l'avaient quittée en 1981. Enfin en mordant, même légèrement, sur un électorat populaire sensible aux thèmes anti-immigrés et sur la sécurité.

Il s'agit là d'une poussée à droite, limitée mais significative des polarisations et des tensions sociales qui travaillent en profondeur la société française.

2. Au premier tour, le PS et le PC ont supporté un fort taux d'abstention ouvrière et populaire qui leur a fait perdre plusieurs maires et se trouver en ballottage peu favorable pour plusieurs autres.

Ce qui est significatif, c'est que cette dégradation électorale n'est pas nouvelle. Les cantonales, les législatives partielles, les prud'homales de décembre avaient déjà révélé les mêmes symptômes. Une partie non négligeable de ceux et celles qui avaient fait la victoire de 1981 montraient ainsi leurs désaccords avec une politique qui tournait le dos à leurs aspirations

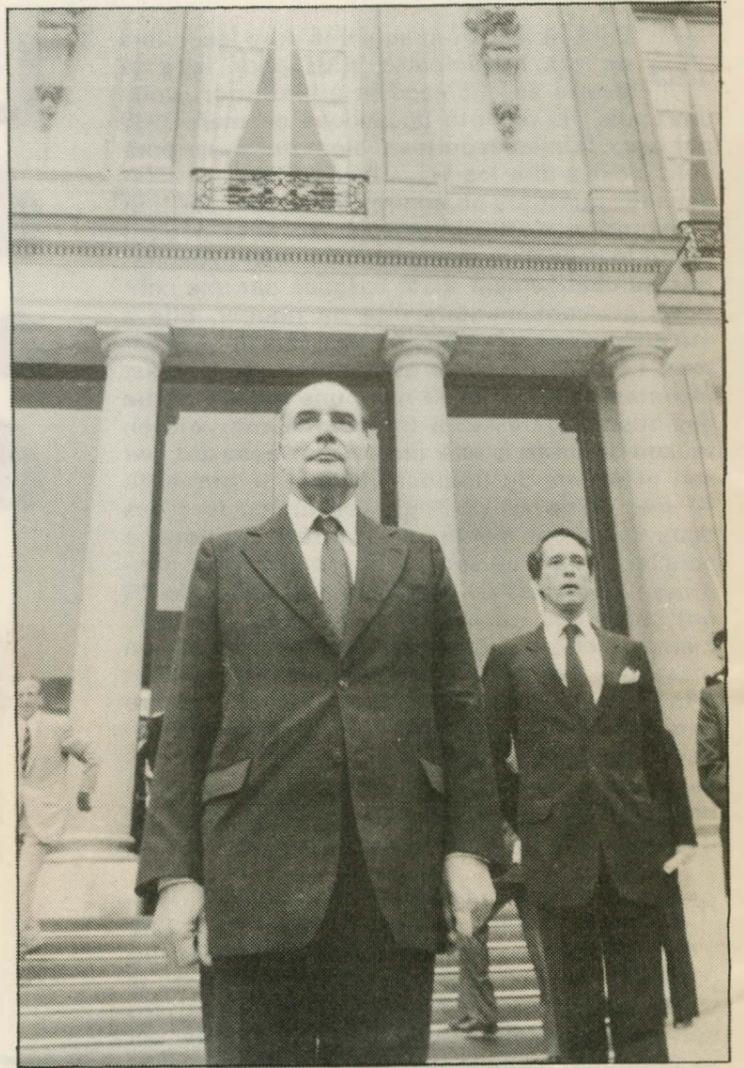
pour multiplier les concessions au patronat puis s'engager directement dans la voie de l'austérité.

Malgré ces avertissements — et bien d'autres —, le PS et le PC ont choisi d'accroître une politique qui ne pouvait faire que mécontenter et désorienter ceux qui les avaient portés au pouvoir et favoriser la droite.

3. Dans ce contexte, la dynamique du second tour et la mobilisation des « abstentionnistes de gauche » a une signification bien précise. Ce n'est pas une espèce de « sursaut » de brebis égarées qui viendraient, enfin, soutenir la politique du gouvernement à l'appel des dirigeants du PS et du PC.

Il s'agit simplement de la mobilisation d'un électorat ouvrier et populaire qui, à sa façon, avait au premier tour sanctionné le gouvernement mais qui ne voulait pas non plus entendre parler d'une victoire de la droite et qui a réaffirmé de cette façon son choix du 10 mai 1981 : oui au changement, non au pouvoir des représentants des banquiers et des patrons !

Contre tous les commentateurs pressés de droite ou d'une certaine gauche qui commençaient à expliquer que les résultats du 10 mai n'étaient qu'un incident de parcours, que les choses revenaient à la normale, les résultats ont prouvé que, globalement, se maintenait un rapport de forces.



2 - Un rapport de forces maintenu

LES élections représentent une image déformée du rapport de forces entre classes. Les résultats électoraux des municipales montrent par eux-mêmes que le pays n'a pas « basculé à droite ». Après le premier tour, certains commentateurs ont voulu escamoter le poids réel des abstentions ouvrières pour expliquer le recul de la gauche. Après le second tour, les mêmes reconnaissent le poids de ces abstentions, mais en argumentant à nouveau sur le mauvais report des voix sur les candidats du PC pour expliquer la « peur » des couches moyennes. Pourtant, les chiffres sont là pour prouver que si la gauche a reculé partiellement, ses acquis électoraux sont loin d'être dilapidés. La volonté du 10 mai reste présente, la mobilisation des « abstentionnistes » le 13 mars l'a prouvé.

Mais c'est aussi sur le terrain du rapport de forces social que se jugent les choses. Certes, l'élection de Mitterrand n'a pas été, comme en 1936, portée par des mobilisations de masse unitaires et suivies d'une grève générale. Il faut en chercher la raison dans la politique effrénée de division à laquelle se livraient le PS et le PC avant la chute de Giscard, et au découragement entraîné par la démission des di-

rigents réformistes face aux attaques du plan Barre.

Pourtant, si la victoire de Mitterrand ne s'est pas traduite par une explosion sociale, elle ouvre un nouveau cycle de luttes. Dans les douze mois qui suivent juin 1981, le nombre de conflits localisés augmente de plus de 50 % par rapport à la même période de référence de 1980 ; le nombre de journées perdues pour fait de grève double. La flambée des conflits autour des 39 heures (février-mars 1982) atteint les plus hauts sommets de l'après-1974. Mai et juin ouvrent une nouvelle phase qui voit une certaine stabilisation à un niveau proche de la période de l'après-1977, mais qui est aussi marquée par les luttes de Citroën et de Talbot. Les grèves des OS de l'automobile, celle des mineurs de Carmaux en pleine période électorale sont là pour prouver toute l'importance de cette combativité.

La chose est d'autant plus remarquable que, très vite, les travailleurs se sont trouvés confrontés à un problème politique de taille. Ce sont ceux-là mêmes qu'ils avaient élus, la majorité PS-PC, qui non seulement faisaient des compromis avec le CNPF, mais commençaient à pratiquer l'austérité et à vouloir remettre en cause des acquis so-

ciaux élémentaires. Les directions confédérales des syndicats appuyant directement cette politique et bloquant toute dynamique de mobilisation nationale. Il s'en est suivi un désarroi ou des sursauts de colère mais souvent sans moyens réels de développer la mobilisation. Les réactions des sidérurgistes lorrains, à qui le PS et le PC avaient tant promis avant d'arriver au pouvoir, sont exemplaires à ce niveau.

Pourtant, le rapport de forces né du 10 mai a joué dans les lut-

tes, malgré la politique du PS et du PC. Il suffit de rappeler comment le droit des femmes à l'avortement a pu être imposé. Il suffit de rappeler comment l'envoi des CRS n'a pas empêché les mineurs de Carmaux d'obtenir une première victoire. Comment les OS de l'automobile ont marqué des points. Comment enfin, lors des conflits sur les trente-neuf heures, les patrons ont cédé rapidement, et Mitterrand dut intervenir.

Le gouvernement doit tenir

compte de sa base électorale, le patronat doit tenir compte du rapport de forces né du 10 mai. C'est un os en travers de la gorge du CNPF qui ne peut, comme son homologue italien à la FIAT, infliger une défaite importante à la classe ouvrière. Malgré sa politique, l'existence d'une majorité PS-PC est un point d'appui pour les luttes ouvrières. La volonté de la bourgeoisie de remettre en cause cette situation, globalement confirmée par les municipales, ne peut qu'exacerber la combativité ouvrière.

3 - Extrême gauche : des résultats significatifs

DANS trente-trois villes, les listes « La voix des travailleurs contre l'austérité » recueillent plus de 3 % des suffrages exprimés. Dans quatorze d'entre elles, plus de 4 %. Dans sept villes, plus de 5 %. Deux de leurs représentants sont respectivement élus à Saint-Etienne-du-Rouvray, dans la banlieue ouvrière de Rouen, et à Cenon, dans la banlieue ouvrière de Bordeaux. Si l'on additionne

les voix de l'extrême gauche (LO-LCR et PCI), on obtient un score moyen qui avoisine les 5 %.

Les médias ont fait silence sur ces résultats qui ont souvent été décisifs au second tour. Certes, ils traduisent un recul par rapport à la percée des municipales de 1977. Mais il faut se rappeler que lors de l'élection présidentielle de 1981, Arlette Laguiller avait fait

2,5 % et qu'aux législatives qui ont suivi, les scores additionnés de la LCR et de LO tournaient autour de 1,2 %.

Pour les petites formations — à plus forte raison les organisations révolutionnaires —, les élections déforment de façon très importante les rapports de forces réels. Reste que le mécontentement de nombreux électeurs ne s'est pas traduit par un vote plus important que celui

DES MUNICIPALES

qu'elles recueillent habituellement. C'est là un signe du niveau de conscience politique des travailleurs, en particulier des secteurs critiques vis-à-vis du PS et du PC.

Depuis de longs mois, les signes de mécontentement par rapport à la politique du gouvernement se multiplient. C'est non seulement, comme nous l'avons

Déclaration du bureau politique de la LCR

vu, les abstentions, mais les luttes, les prises de position de secteurs significatifs du mouvement syndical, les pétitions, les adresses aux députés de la majorité.

Par contre, au travers de ces mobilisations, souvent partielles, sans dynamique d'ensemble qui pose à un niveau de masse les problèmes politiques centraux, la crédibilité d'une alternative politique à la gauche du PS et du PC ne s'est pas considérablement développée. En témoigne la faiblesse de différenciations au sein des partis traditionnels, les difficultés des oppositions syndicales.

Il existe donc un décalage entre les mobilisations, les réactions critiques face au PS et au PC, et l'expression politique de cette combativité et radicalisation, pourtant présentes. Les militants d'extrême gauche ont joué souvent un rôle non négligeable dans les luttes qui se sont développées, mais cela ne veut pas dire que commence à exister à un niveau de masse une alternative politique aux directions traditionnelles.

Notre activité depuis des mois nous a donné la certitude qu'existe un large courant ouvrier qui est non seulement aux premiers rangs des luttes, mais qui recherche cette alternative. Comme elle nous a prouvé que des secteurs importants de la classe ouvrière n'acceptaient pas passivement la politique du gouvernement. Notre campagne électorale, le succès de nos meetings, l'écoute de nos explications et les discussions multiples avec de nombreux militants ouvriers nous ont confirmé dans cette opinion.

Reste que cette critique vis-à-vis du PC et du PS s'est principalement traduite, dans ces élections, de façon négative : l'abstention. Construire dans les luttes et par les débats cette alternative politique avec beaucoup de travailleurs qui n'ont pas voté au premier tour, comme avec beaucoup de ceux qui ont voté « utile » malgré leurs critiques, c'est la tâche de l'heure des révolutionnaires.

La campagne électorale que nous avons menée sera un point d'appui essentiel car, tout en combattant énergiquement la droite, nous avons posé devant des milliers de militants ouvriers des questions qui s'avèrent brûlantes à présent.

4 - A droite, rien de réglé

LA droite a marqué des points électoraux dont elle se servira, d'une façon ou d'une autre, pour contester la légitimité de la majorité ouvrière du 10 mai. La prise de nombreuses mairies lui permet de trouver un point d'appui institutionnel pour ses batailles politiques et l'impulsion de mobilisations sociales.

Le RPR marque des points importants au sein de la droite. Pas seulement à cause du « prestige » de Chirac pour sa victoire à Paris, mais parce que ce parti, s'il ne devient pas pour autant un parti bourgeois « de masse » comme la démocratie chrétienne italienne ou allemande, a su franchir un pas dans la reconstruction d'une force de frappe bourgeoise.

Après le premier tour des municipales, la droite espérait plus : avoir les moyens incontestables de remettre en cause la légitimité du vote du 10 mai 1981. Car ses discours lénifiants d'entre les deux tours ne doivent pas faire oublier sa volonté de revanche. Sa perspective est le renversement de la majorité actuelle. Son problème est : comment y parvenir ? De ce point de vue, le résultat final des municipales n'est pas assez tranché pour qu'il lui permette de surmonter ses problèmes. Pour l'instant, la droite joue l'attentisme. Mais, sur le fond, elle se trouve dans une situation contradictoire.

Elle peut, à partir de la dynamique de ses mobilisations sociales et des points marqués lors de ces élections, jouer le jeu de



l'affrontement au travers, entre autres, de la bataille pour des législatives anticipées. Mais, pour la bourgeoisie, le danger est évident : risquer de provoquer une riposte de la classe ouvrière qui vient encore de prouver, malgré la politique du PS et du PC, qu'elle tient au rapport de forces révélé et renforcé par le 10 mai.

L'autre tactique, c'est d'attendre que le régime de Mitterrand pourrisse lentement et que la bourgeoisie puisse reconstituer une direction de rechange. Son inconvénient est évident : risquer de dilapider l'acquis des mobilisations sociales de droite ; risquer de laisser l'initiative au président de la République, qui est

maître des échéances constitutionnelles. Face à une crise sociale et politique, Mitterrand peut très bien opter pour des législatives anticipées qui, mélangées à un zeste de proportionnelle, lui permettraient de tenter la constitution d'une « nouvelle majorité » au détriment, entre autres, de nombre de leaders de l'opposition actuelle.

Les municipales ne changent pas fondamentalement les données pour la droite. Chirac est classé comme « dur », mais il a su aussi baisser le ton. Barre laisse comprendre qu'il a le temps et se pose en recours : il faut pourtant se méfier des eaux qui

font semblant de dormir. En fait, chacun de ces « chefs » ballotte entre la tentation d'une « accélération des échéances » et la perspective de la prochaine élection présidentielle. Les « flic-floc » de Giscard sont là pour le prouver.

Mais il existe les réalités objectives. Pour gagner, la droite a joué le jeu de la « radicalisation », a choisi non seulement d'appuyer des mobilisations de rue, mais de souder une grosse partie de son électorat autour de thèmes ouvertement réactionnaires : contre l'immigration, la sécurité. Chassée des institutions de la V^e République qu'elle ne contrôle plus directement, ne pouvant peser au Parlement, la droite connaît une dynamique de radicalisation qu'elle contrôle mal. Vu les points marqués, beaucoup de patrons accepteraient moins de faire le « dos rond » qu'auparavant. Les pulsions poujadistes de certaines couches seront difficilement contenues.

Au-delà des projets tactiques des uns et des autres, c'est aussi une mobilisation sociale qui s'est engagée. C'est sur ce terrain-là que, fondamentalement, se nouera la politique de la droite. Qu'elle se résigne à « l'usure » du régime de Mitterrand pour attendre tranquillement qu'il tombe comme un fruit pourri, ou que, face aux mobilisations et aux ripostes ouvrières, elle joue la contre-mobilisation sociale. Tactiques différentes pour un même objectif : casser la majorité PS-PC issue du 10 mai.

5 - L'alternative

AU soir du second tour, les dirigeants du PS et du PC ont proclamé qu'il fallait tirer toutes les leçons de « l'avertissement » qu'une partie de l'électorat ouvrier avait donné au premier tour. Mais avant d'en dire plus, tous attendent que Mitterrand se prononce. Mitterrand, lui, s'enferme dans l'Élysée pour bien prouver qu'il est le juge suprême et qu'il s'est bien adapté aux institutions de la V^e République que, jadis, il dénonçait comme « un coup d'Etat permanent ».

Cette situation est déjà à elle seule tout un programme : l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste montre ainsi la voie qu'il veut suivre. Se dégager des « contraintes » du vote du 10 mai, de « l'avertissement » donné lors de ces municipales par les travailleurs et même de la majorité PS-PC à l'Assemblée qui pourrait être trop sensible à ces pressions.

Ses projets : rendre « l'industrie française » compétitive, faire face à la concurrence internationale et donc préparer un deuxième plan d'austérité pour la classe ouvrière. A plus long terme, préparer une « ouverture vers le centre » pour tenter de se déga-

ger d'une majorité PS-PC qui sent trop l'odeur du 10 mai et de l'espoir qu'ont mis les travailleurs dans cette victoire.

Ses problèmes : comment commencer à mettre en place cette politique, tout en tenant compte du « sursaut » du deuxième tour qui avec les abstentions ouvrières, a clairement montré dans quel sens désiraient aller les travailleurs qui l'ont porté au pouvoir. Il lui faudra peut-être alors enrober ses projets dans des discours un peu plus gauche qu'il n'avait prévu. Mais l'essentiel restera.

Les dirigeants du PC et certains dirigeants du PS qui prétendent lutter contre cette « ouverture à droite » au nom de la « continuité » auront du mal à trouver des arguments. Car cette « continuité » n'est qu'une suite de compromis et de capitulations devant le patronat et la droite, un bradage des aspirations du 10 mai, une politique qui permet à la droite, moins de deux ans après une défaite cinglante, de passer à l'offensive.

La seule alternative qui existe face à cette volonté d'« ouverture à droite » et de nouvelles attaques contre les acquis des travailleurs, ce n'est pas la continui-

té, c'est de changer de politique. C'est possible, d'abord en s'appuyant sur la mobilisation ouvrière, pour riposter à la mobilisation de la droite. Ce n'est pas la volonté de changement qui manque. Ni celle de défendre les acquis ouvriers frappés de plein fouet. Les réactions ouvrières passées montrent la grande disponibilité des travailleurs à se mettre en lutte pour la sauvegarde de ces acquis attaqués.

Mais la politique du PS et du PC, relayée par les directions syndicales, jette le trouble, le désarroi ou provoque l'attentisme chez certains travailleurs. C'est le refus de ces organisations de mobiliser autour des grèves des OS immigrés de l'automobile qui ne peut qu'accroître les divisions des rangs ouvriers sur lesquelles la droite et le patronat jouent en période de crise.

Les moyens de cette politique existent si l'on rompt avec l'économie de profit, si l'on nationalise pour répondre aux besoins sociaux au lieu d'impulser une « politique industrielle » qui obéit aux critères de rentabilité capitaliste.

Ce changement de politique, c'est aux travailleurs de l'imposer

par leur mobilisation dans l'unité. Mais pour y réussir, il leur faut aussi construire un parti qui soit réellement à leur service, qui défende jusqu'au bout leurs intérêts.

Il faut que se construise une alternative révolutionnaire aux directions du PS et du PC. Voilà le sens que nous avons voulu donner à notre campagne avec Lutte ouvrière. Mais ce besoin dépasse largement le cadre des militants révolutionnaires organisés. Ils sont des milliers au sein du PS, du PC, dans les syndicats à chercher la voie d'une autre politique. C'est avec eux qu'il faut lutter, débattre pour construire une force qui demain permettra aux travailleurs de triompher.

Une course de vitesse s'engage. La droite et le patronat préparent des offensives d'autant plus violentes qu'ils profitent de la politique du PC et du PS. Mais une donnée fondamentale de la situation n'a pas changé : la volonté de changement du 10 mai est toujours présente. En croyant qu'une simple poussée électorale permet de la remettre en cause, la droite et le patronat risquent de se brûler les doigts...

RPR et UDF marquent des points

A PRES les sourires triomphants du 6 mars, la droite a dû rabattre d'un ton le 13. En huit jours, la mobilisation des abstentionnistes dans les quartiers ouvriers a concrétisé dans les urnes l'impression ressentie en milieu de campagne par les états-majors, à droite : à trop clamer leur désir de revanche, ils risquaient en retour de mobiliser les électeurs de gauche contre eux. C'est cette même réaction, après les résultats du premier tour, qui a mis un frein à leur progression électorale. Mais cette progression a bien eu lieu. Quelles en sont les causes ?

Phénomène classique d'abord, le nombre de voix recueillies par la droite au second tour est généralement supérieur à celui du premier. A Marseille, dans le 1^{er} secteur, par exemple, Santoni (RPR) recueille 48 425 voix au second tour ; la droite en avait 44 129 au premier. A Saint-Nazaire, le RPR compte 13 084 voix au second tour, contre 10 926 au premier. A Lille, Chauvière (RPR) totalise 31 879 voix au second tour ; la droite en avait rassemblé 29 188 au premier.

La progression par rapport aux municipales de 1977 est également, en général, sensible. Quelques exemples : à Nîmes, la droite totalise 50,37 % des voix au deuxième tour en 1983, 45,40 % au premier tour en 1977. A Orléans, la droite passe de 51,87 % au deuxième tour en 1977 à 54,71 % au deuxième tour en 1983. A Lille, 47,17 % des voix au deuxième tour en 1983 contre 44,58 % au deuxième tour en 1977. A Amiens, 47,96 % au deuxième tour en 1983 contre 38,78 % au deuxième tour en 1977...

C'est le fruit d'une sensibilisation et d'une mobilisation de l'électorat de droite entretenues depuis des

mois par ses états-majors, par la descente « dans la rue » des patrons, des routiers, en passant par les « professions libérales ». C'est le premier facteur à prendre en compte pour expliquer la progression, même limitée, de la droite.

Elle n'en fait que mieux ressortir la mobilisation importante qui s'est effectuée à gauche, pour rattraper, et dépasser à la fois, le nombre de voix rassemblées au premier tour par la droite. Deux exceptions de taille à ce phénomène : Paris, où le nombre d'abstentions dans les 13^e et 20^e arrondissements reste d'environ 30 % contre environ 33 % au premier tour ; Lyon, où le taux d'abstention avoisine les 30 % au premier comme au second tour dans le 9^e arrondissement, par exemple, gagné par la droite de cinquante voix. Dans ces deux agglomérations, le handicap du premier tour a empêché toute mobilisation significative au second qui puisse inverser la tendance du premier.

La victoire de la droite se traduit par des scores sans rapport avec les pourcentages nationaux dans les arrondissements acquis au premier tour (70 %). Ce sont des victoires, à Paris et à Lyon particulièrement, qui reposent sur la concentration de l'électorat ouvrier en dehors de l'agglomération. La droite est majoritaire dans les villes de plus de 100 000 habitants.

Dans les arrondissements que tenait encore la gauche, en détaillant les bureaux de vote par quartier, on note, cela dit, un déplacement à droite d'une petite partie de l'électorat de gauche. Les commentateurs de la presse ont fait moult observations sur ce point.

C'est une réalité marginale. Elle n'est en rien la cause de la progression de la droite, comme on pouvait



Bariani, Chirac et Toubon.

le lire, par exemple, dans *Libération*... à la veille du second tour.

Ce n'est pas un phénomène national. Manifeste dans la région parisienne, dans certains quartiers de Grenoble (voir *Rouge* du 11 mars) ou de Dreux, il est absent de la région lilloise, par exemple, où la droite a pourtant pris des communes dirigées par la gauche depuis des décennies. Dans ces cas-là, c'est l'abstention massive (40 %) dans les quartiers ouvriers qui a permis à la

droite de l'emporter.

L'examen de la progression des votes de droite ramène, lui aussi, au facteur décisif de ces élections municipales : l'abstention de l'électorat

ouvrier. Cela démontre, s'il en est besoin, les limites des points marqués par les « battus du 10 mai », au premier comme au second tour.

M. M.

Chirac chef de la majorité ?

P OUR la droite, un gain de trente villes (cf. tableau ci-contre), moitié moins que celui de la gauche aux municipales, de 1977. Seguin, du RPR, conclut : « L'avertissement s'est adressé à la majorité actuelle au premier, comme au second tour. En revanche, le fait que l'opposition n'arrive pas à traduire son succès lui rappelle l'intensité de l'effort à accomplir. »

L'offensive contre la majorité se doublait à droite d'une étape supplémentaire dans la course au rôle de leader reconnu de l'opposition. Le RPR en sort sans conteste gagnant. Il conquiert 17 vil-

les contre 6 à l'UDF. La position clé de Chirac, maire de Paris, face à la majorité, n'a pas d'équivalent à l'UDF. Le maire de Lyon, qui lui est apparenté, n'a guère d'impact dans les batailles politiques nationales.

L'UDF partait avec 33 maires sortants, le RPR avec 19, c'est aujourd'hui l'égalité, la quarantaine partout.

Le RPR a rattrapé son retard, et renforce du coup son avantage. L'UDF est un « conglomerat ». Ses différentes composantes, PR, CDS, « Radicaux », s'observent toujours du coin de l'œil,

s'interrogeant sur l'opportunité ou pas d'être ensemble.

Le RPR, lui, est un parti qui se prépare pour les chocs. Ses chefs reconnus, ses troupes obéissantes, et son arrière-fond trouble aux parfums d'ex-S.A.C qui n'en finissent pas de ressortir. Comme à Lille ou Marseille ces dernières semaines.

Il s'appuie maintenant sur un réseau de municipalités renforcé, dont la capitale, source de fric et de « permanents » qui prépareront « la revanche » à plein temps.

Un comble pour l'UDF, la deuxième tête de droite, Barre, renforce son avance sur Giscard. Il a profité de sa tournée des potes aux municipales, sans comparaison avec l'effacement progressif de son ancien président de la République.

Chirac ressort son « programme » du tiroir où il l'avait rangé durant les dernières semaines de campagne. Les points qu'il a marqués dans ces élections vont lui permettre d'appuyer avec plus de vigueur encore les exigences patronales, dont le CNPF sera le haut-parleur principal jusqu'aux prochaines échéances électorales.

« La reconquête du pouvoir est une besogne longue et progressive », écrit l'éditorialiste du *Quotidien de Paris*. « Un avantage considérable », c'est la légende qui figure dans le même journal sous la photo de Chirac.

Michel Morel

Villes de plus de 30 000 habitants, prises par le RPR :

- Au PCF : Grasse, Reims, Poissy, Savigny sur Orge, Levallois Perret, Saint-Quentin, Chelles, Gagny.
- Au PS : Brest, Grenoble, Nantes, Avignon, Epinal, Carcassonne, Talence, Chalon sur Saône, Chambéry, Suresnes.
- Dans l'opposition : Douai, Cannes, Saumur (ex divers droite, ou « sans étiquette »).

Villes de plus de 30 000 habitants, prises par l'UDF :

- Au PCF : Franconville, Sète, Saint-Etienne.
- Au PS : Roubaix, Tourcoing. (Le PS prend par contre Chatellerault à l'UDF.)

Villes de plus de 30 000 habitants, prises par les « divers droite » :

- Au PCF : Arles, Rosny sous Bois, Nîmes, Béziers.
- Au PS : Pessac, Saint Malo, Hyères.

Extrême droite : signal d'alarme

B OND en avant pour les scores de l'extrême droite dans ces élections municipales : ainsi, à Paris, 3,33 % dans le 18^e, 4,66 % dans le 19^e et 11,6 % dans le 20^e, où se présentait Le Pen, président du Front national. Ce ne sont plus simplement les suffrages de nostalgiques de la croix gammée. Leur campagne anti-immigrés, pour ériger le racisme en solution au chômage, a mordu, entre autres, sur certaines des couches les plus démunies de l'électorat ouvrier.

Leur apparition, pleine de morgue, au grand jour, était la pointe avancée de la campagne de la droite entre les deux tours. L'alliance de la liste Gaudin à Marseille avec la liste « Marseille-sécurité » (plus de 5 % au premier tour) est plus qu'un symbole. La dernière bombe qui explosa dans un quartier de cette ville, tuant un enfant, est plus qu'un signal d'alarme.

Hasard, amalgame, comparaison hâtive ? S'il en était besoin, les appels à la clémence parcourant les journaux de droite lors de l'arrestation de Klaus Barbie avaient de quoi nous faire dresser l'oreille ! La bourgeoisie, dans ce pays, a protégé des Papon des décennies durant. C'est à cette filiation que s'attachent les Le

Pen, c'est à cette protection qu'ils doivent toute impunité.

Et les protestations de « démocrate » d'un Chirac, refusant de fusionner ses listes avec celles de Le Pen, ne peuvent tromper que ceux qui le veulent bien. A Dreux, c'est une campagne raciste qu'ont menée, main dans la main, le RPR et le Front national unis avec la bénédiction, sans nul doute, des deux états-majors. A Marseille, tout observateur attentif relevait sur les listes Gaudin la présence de personnages connus pour leurs affinités avec le PFN ou le Front national. A Lille, comme à Marseille, l'ombre de l'ex-SAC était visible sur les listes de l'opposition.

Les frontières entre la droite et l'extrême droite sont perméables. Nos camarades de Lille distribuaient, entre les deux tours, un tract avec photo où un membre connu du SAC, « inculpé », de la liste de la droite, surveillait l'agression des nazillons à la faculté de Lille en 1978.

Le léger recul de Le Pen au second tour et la défaite de la droite à Dreux... à huit voix, n'empêchent en rien que la cote d'alerte soit atteinte. Notre réaction doit être permanente. Car ce n'est pas dans les urnes que ces gens-là sont les plus dangereux.

M. M.



Vingt et un mois après, ils ont retrouvé le sourire : Jacques Toubon fêtant sa victoire...

La mobilisation à gauche a enrayé l'offensive réactionnaire

LES tours se suivent sans se ressembler. Le premier avait été dominé par la défaite de la gauche. La droite pouvait se présenter comme majoritaire. La gauche perdait Brest, Nantes, Grenoble et voyait Marseille menacée. Tandis que Chirac, par son succès éclatant à Paris, apparaissait comme le grand vainqueur, nombre de ministres se trouvaient en difficulté et les principaux leaders du PS mordaient la poussière à Paris.

Mais si la droite se préparait à parachever sa victoire lors du second tour, celui-ci a été marqué par la riposte de l'électorat ouvrier qui a permis d'inverser la tendance. Cette fois, les deux camps sont apparus comme faisant jeu égal et l'offensive de la droite a été stoppée.

La gauche perd 31 villes de plus de 30 000 habitants et en gagne une (Châtelleraut), alors qu'en 1977 c'est une soixantaine de ces villes que la droite avait été contrainte de céder. On ne peut que souligner le curieux parallélisme des pertes entre PS et PCF qui fait que chacun perd quinze villes, dont huit au premier tour et sept au second, pour l'un et l'autre.

Au total, en ce qui concerne les 220 villes de plus de 30 000 habitants, la gauche en dirigera 122 (61 pour le PS, 2 pour le MRG et 57 pour le PCF).

Par ailleurs, le fait que Marseille ait été sauvegardée prend valeur de symbole. De même que les victoires des ministres qui apparaissent en

mauvaise posture: non seulement Defferre à Marseille, mais Chevènement à Belfort, Béréngovoy à Nevers et Delors à Clichy.

Si la notion d'avertissement résumait le premier tour, c'est celle de sursaut qui paraît rendre le mieux compte du second.

Une riposte et des lignes de fracture

Pourtant, de même que 1983 n'annulait pas 1977, ce sursaut du second tour n'efface pas l'avertissement du premier.

Ces élections témoignent, en effet, d'évolutions profondes. Tout d'abord, un rééquilibrage géographique des zones de force de la gauche. Celle-ci, en fait le PS, résiste bien dans les villes de l'Ouest et du Centre-Ouest conquises en 1977 et qui apparaissent fragiles. Le PS garde Alençon, Angoulême, Chartres, Poitiers, La Roche-sur-Yon et, au second tour, Rennes et Angers. A quoi il faut ajouter Le Mans pour le PCF.

A l'inverse, l'influence du PCF et du PS est gravement atteinte dans les régions qui, historiquement, constituent ses bastions. Dans la région parisienne, dans le Sud et le Sud-Est. Le PCF a perdu Arles et Grasse au premier tour, Béziers, Nîmes, Saint-Etienne et Sète au second. Le PS a perdu au premier tour Avignon et Grenoble, ainsi que Car-



Defferre: une satisfaction excessive.

cassonne, Chambéry et Hyères au second. Soit, au total, onze villes qui sont passées à la droite dans ces régions.

A ce premier fait s'en ajoute un second. Les pertes de la gauche sont particulièrement sensibles dans

les très grosses villes de plus de 100 000 habitants. Le PCF perd Nîmes, Reims et Saint-Etienne, le PS perd Brest, Grenoble, Nantes, Roubaix. Alors qu'en ce qui concerne les 36 villes de cette importance en France, après 1977, la gauche en dirigeait 19, ce nombre se trouve aujourd'hui réduit à douze.

A ce double phénomène, il y a incontestablement des explications

qui concernent l'évolution sociale de ce type de régions et de villes. Mais il apparaît que le choc subi par le PS et le PCF a été particulièrement dur dans les très grandes villes et dans les régions les plus anciennement enracinées à gauche. Alors que la

gauche résiste mieux dans les villes moyennes et dans les régions où son implantation est plus récente.

Il s'agit là pour le PS et le PCF de faits inquiétants qui témoignent que c'est là où les évolutions politiques sont logiquement les plus amplifiées que les pertes ont été les plus sévères.

Et le prix est lourd. C'est évident pour le PCF qui voit son poids politi-

que considérablement amoindri. Mais c'est également vrai pour le PS même si, par quelques beaux succès, il parvient à masquer l'échec essuyé. En tout état de cause, la satisfaction de Defferre au soir du second tour semble quelque peu excessive. Pour la gauche, la partager serait de ne pas voir que la droite, même si elle n'a pas atteint tous ses objectifs, sort renforcée de ces élections, adossée à quelques solides bases de contre-pouvoir.

Malgré son repêchage du second tour, la majorité a effectivement encaissé un rude coup à l'occasion de ces municipales.

François Sittel

Les abstentionnistes du 6 mars ont décidé du deuxième tour

LES élections ont été marquées par une très forte participation électorale. Comme en 1977. Mais, à la différence de 1977, cette participation a été renforcée au second tour.

Mais ce qui caractérise surtout ces dernières élections, c'est une mobilisation à double détente, qui a créé la surprise du second tour. En effet, loin de confirmer et d'amplifier le mouvement du premier tour, résultat classique, la mobilisation du second tour l'a freiné et partiellement contredit.

C'est la question des abstentionnistes qui a été déterminante par rapport à ce phénomène.

En effet, le faible taux d'abstention du premier tour, équivalant à celui de 1977, masquait une réalité différenciée (analysée dans *Rouge* de la semaine dernière). Alors que les électeurs de droite s'étaient massivement mobilisés, il apparaissait de forts pourcentages d'abstentions dans les quartiers ouvriers. Cette situation s'expliquait par l'offensive vigoureuse menée par l'opposition et par l'enjeu que représentait pour elle une possible victoire. Par ailleurs, dans les « bastions » de la gauche, la nouvelle loi électorale qui permet à la droite d'être représentée dans les conseils municipaux constituait éga-

lement pour l'électorat de droite une incitation supplémentaire pour se rendre aux urnes. Au contraire, une partie significative de l'électorat du PS et du PCF, démoralisée par la politique gouvernementale, s'est abstenue en signe d'avertissement.

Au second tour, cette situation s'est modifiée. Face à la menace d'un raz de marée de droite et, sans doute, par rapport au choc représenté par le retour en force des battus d'hier, une partie de cet électorat s'est mobilisée pour le second tour.

Outre le report des voix d'extrême gauche et d'une bonne partie de l'électorat écologiste, c'est cette remobilisation des abstentionnistes du premier tour pour faire barrage à la droite qui, fondamentalement, expli-

que les résultats positifs connus par la gauche au second tour.

Le cas le plus net de ce point de vue est celui de Marseille. Dans le premier secteur, 15 556 voix supplémentaires se sont exprimées au second tour, elles ont permis à la liste d'Union de la gauche de passer de 38 786 voix (45,75 %) à 51 906 (51,73 %) et de l'emporter. Dans le second secteur, celui de Defferre, ce sont plus de 7 500 voix supplémentaires qui ont là aussi permis à la liste d'Union de la gauche de l'emporter en passant de 23 301 voix (48,89 %) à 29 222 (52,96 %).

De même, à Amiens, le nombre de votants passe de 57 263 à 63 056 voix, et la liste d'Union de la gauche de 26 894 (46,94 %) à 32 816 (52,04 %).

Mais ce mouvement de mobilisation des abstentionnistes est loin d'être partout aussi net. Vigoureux dans quelques villes, il apparaît faible dans d'autres, permettant à la gauche de l'emporter de justesse, comme à Belfort, Clichy et même Nevers. Dans certaines villes, il ne s'est pas exprimé avec une force suffisante pour permettre à la gauche de l'emporter. Comme à Saint-Etienne. Enfin, là où il n'a pas réellement existé, comme c'est le cas dans beaucoup de villes de la région parisienne, le verdict est implacable: pour la gauche, c'est l'échec.

Ainsi se trouve confirmé avec éclat, à l'occasion du second tour, ce fait que l'existence d'un courant abstentionniste au sein de l'électorat traditionnel du PS et du PCF constitue la clef de ces élections. Et leur enseignement majeur.

Taux de participation

En 1983 :

2^e tour : 79,70 %,
1^{er} tour : 78,36 %

En 1977 :

2^e tour : 77,6 %,
1^{er} tour : 78,8 %



Partira ? Partira pas ?

La chute de Carcassonne

Au premier tour, dans cette ville traditionnellement de gauche, trois listes affrontaient la liste RPR. La liste dirigée par le PS : 7 262 voix. Une liste dirigée par un dissident du PS : 3 295 voix. Une liste dirigée par un dissident du PCF : 1 905 voix. Total : 12 462 voix, alors que la liste de droite en recueillait 8 779.

Au second tour, la liste de droite l'emporte avec 11 355 voix (52,72 %) sur la liste de gauche : 10 180 voix (47,27 %).

Le couac de Talence

Talence (Gironde) est une ville détenue par la gauche depuis plus de vingt ans. Au premier tour la liste PS et la liste dirigée par l'ancien maire PS, écarté par le PS, totalisaient 8 100 voix (58,7 %), et la liste RPR 5 700 voix (41,2 %).

Au second tour, la liste de gauche recueille 5 027 voix (43,77 %) et est battue par la lis-

te de droite avec 7 586 voix (56,22 %) !

Dans l'intervalle : la direction du PS, après avoir exclu Deschamps le maire sortant, l'a réintégré et a composé une liste commune sur laquelle il était en seconde position. Ces opérations, pour ne pas dire ces « magouilles », ont conduit à ce brillant résultat qu'une partie de l'électorat habituel de la gauche a voté à droite, tandis que d'autres s'abstenaient. C'est ainsi qu'on donne une mairie à la droite.

Mauvais reports entre PS et PCF

LES mauvais reports de voix entre PS et PCF constituent une des données les plus significatives de ce second tour. En grande partie imprévus, ils ont conduit à un certain nombre d'échecs retentissants. Surtout, ils contredisent le « climat unitaire » que les directions du PS et du PCF avaient voulu créer autour de ces élections. Au nom de leur commune participation au gouvernement, elles avaient signé un accord électoral qui prétendait ne tolérer que quelques exceptions contrôlées à la formation de « listes d'union » dès le premier tour. Marchais avait caractérisé de « bon accord » cette commune décision. Mais, dès dimanche soir, il soulignait avec virulence la « mauvaise application » dont il aurait été l'objet de la part du PS.

Il est vrai que le bilan est loin d'être positif.

Dans neuf villes de plus de 30 000 habitants, le maire sortant PCF avait affronté le PS dans une primaire et en était sorti vainqueur. Or, dans tous les cas, la liste dirigée par le PCF n'a pas recueilli le total des voix qu'elle était en droit d'attendre au vu des résultats du premier tour.

A Gagny, Chelles et Sète, les listes dirigées par le PCF échouent, alors que le total des voix de gau-

che au premier tour dépassait 50 %. A Sète, il manque 1 187 voix à la liste de gauche par rapport au total du premier tour.

Le PCF conserve Le Mans et Montluçon, où s'étaient déroulées des « primaires sauvages », mais il lui manque respectivement 2 848 et 4 106 voix. De même, il lui manque 1 247 voix à Dieppe, 1 412 à Sartrouville et 1 346 à Tarbes, trois villes qu'il conserve malgré tout.

A Sotteville-lès-Rouen, on assiste au cas de figure symétrique. Alors que le total des voix des listes ouvrières au premier tour représentait 57,66 % des voix, au second tour la liste dirigée par le PS n'atteint que 49,76 % des voix. Soit un manque de 849 voix, sur 14 407 suffrages exprimés.

Certes, des exemples inverses de très bons reports peuvent être relevés. A Laval, par exemple, et même à Angers et Saint-Malo où les maires socialistes sortants avaient refusé l'alliance avec le PCF.

Mais ces exceptions ne contrebalancent pas la leçon générale qui est que, dans ces villes, les effets de la division entre PS et PCF ont constitué un des facteurs de l'affaiblissement de la gauche. Leçon qui, incontestablement, ne va pas aller sans conséquences dans les semaines et les mois à venir.

APRES LES MUNICIPALES

La LCR organise des «rencontres militantes» dans toute la France

Chaque lecteur est fraternellement invité à ces rencontres et à souscrire, auprès des militants LCR de sa localité, un abonnement militant à « Rouge » et « Critique communiste » pour les trois prochains mois (100 F).

Une décision

Après les municipales, il est grand temps de se battre pour la seule politique qui s'attaque à la fois à la droite et aux mesures d'austérité du gouvernement. Ensemble, se préparer, sans attendre.

Le prochain terme d'abonnement militant trimestriel débute en avril. Transmets ta demande d'abonnement militant, que tu en fasses l'expérience ou que tu la poursuives, aux militants de la LCR de ta ville, et profite pour cela des rencontres militantes qu'ils organisent actuellement et auxquelles ils te convient.

Un investissement militant pour le droit d'expression des révolutionnaires

• Pour développer la vente de « Rouge », hebdomadaire, et de son complément mensuel, « Critique communiste ».

Un contact régulier avec les révolutionnaires

Chercher et trouver ensemble que faire ici, dans l'entreprise, l'école, le quartier, comment faire entendre la voix des travailleurs contre l'austérité : partout où la LCR a une section, ses militants s'engagent à te porter régulièrement notre presse, à en discuter avec toi.

CALENDRIER

DES RENCONTRES MILITANTES

- 19 mars : Paris, Essonne, Val de Marne, Val d'Oise, Poitiers, Alençon, Orléans.
- 26 mars : Rouen, Toulouse, Le Havre, Bordeaux, Marseille, Grenoble, Lille, Perpignan, Montbéliard et la Bretagne. (Bretagne : tous ceux qui veulent participer à cette rencontre doivent prendre contact avec la LCR, au 4, rue Beaumarchais 35000 Rennes.)
- 27 mars : Lyon, Pays de Loire à Nantes.
- 16 avril : Yvelines.
- 23 avril : Seine Saint Denis, Hauts de Seine.

La librairie la Brèche organise une **GRANDE BRADERIE**

50% de remise sur

des centaines de titres

du jeudi 24 mars

au mercredi 13 avril

9, rue de Tunis (m° Nation)

Souscription : encore 50 000 f et nous aurons atteint l'objectif de 1 000 000 f

Souscription collectée par les cellules de la LCR

Amiens, Hervé et Claude	100
Martigues	
Meeting Krivine	1 142
Sympathisants	350
Strasbourg	
Meeting LO LCR	81
Régine	50
Anonyme	10
Pour arrondir	9
Nancy (672,75 déjà comptabilisé)	
Jean Jacques	200
Madeline	100
Jocelyne	100
Mireille	50
J. G.	50
Josette	20
Françoise	150
Marie-Anne	250
Pierre, étudiant	100
Eric, étudiant	20
Enseignante, Pont-à-Mousson	100
Claude et Françoise	50
De tout cœur, mère de militant	100
Un cheminot de Nancy	50
Dijon (déjà comptabilisé)	
Francis, étudiant INPSA	50
Jean Claude, INPSA	50
Nicole, instit.	150
Agnès	30
Raymond	20
Mère de militant	70
Les minous	100
Prof. LEP	50
Annie	50
Jean	50
Michel	50
Jacques, prof. lycée agricole	100
Jacques, SNCF	200
Sœur de militant	50
Olivier	150
J. et N., éducateurs	100
Michel, métallo	200
A., professeur	100
M., instit.	100
et R., éducateur	200
Grenoble	
JCR	470
Cellule Merlin-Gerin Neyric	
Sassenage, Raphaël et Jeanette	50
Jean-Paul R.	100
Marie Claude	100
Jean-Paul L.	200
Pierrot	50
Jeannot	50
Alain	120
Antoine	100
Djamel	10
Cellule enseignante	55
Cellule communaux	
Une Beauceronne anonyme	50
Commission pour la R.	100
Six employés AURG	485
Cellule Thomson	
Martine B.	50
Charles	200
Joëlle	10
Marie Jo.	40
Marie Claude	20
Aline, à Dieulefit	50
Régis	50
Marie Françoise.	
St Geai en Valdoine	70
Martine	20
Angela	300
Besançon (déjà comptabilisé)	
Pierre	10
Dominique	140
Jean Louis	50
Bernard	100
Pierrette	50
Isabelle et Michel	500

Part réunion publique	452
Jacky et Evelyne	150
Sympathisant CHU	170
Sympathisant métaux	50
Militant et son papa	300
R. C.	100
Denis C. (CFDT)	75
Cellule métaux	500
Après une discussion	20
M. P.	100
P. S.	30
P. C.	80
Bordeaux	
Christan et Yvette, travailleurs sociaux	100
Frédérique	100
Patrick D., CHR	10
Philippe D., CHR	10
Martine C., CHR	10
Lucie C., CHR	10
Marie France L., CHR	10
SPL	300
Cellule étudiante	100
Bordeaux (déjà comptabilisé)	
Usine SAFT, métallurgie	500
Jean Paul	100
Martine	50
Parents de militants	400
Sonia	50
Jean Louis	60
Yves, cheminot	80
Trois cheminots	30
Jean François	50
Dominique D.	200
Metz	
Patrick, Sarreguemines	100
SNCF Metz	50
Millau	
Michel et Gys	250
Michel, un sympat. anar.	50
Marc, soutien	30
St Briec	
B. et V.	100
Rémi, chômeur Ploufragan	40
Sympathisants	415
Cellule Fonction publique	100
Dominique, enseignante	25
Nadine et Christian	100
Hervé, militant	20
Didier, ouvrier	100
Michel, militant	50
Dominique, militante	50
Bourges	
Meeting commun LO/LCR	250
J. Pierre	300
Catherine	100
Georges	50
Argenteuil	
Paul, Bezons	200
Martine	50
Pierre, de Sannois	30
Paul	200
Garac (suite)	20
Reste vente	10
Strasbourg	
Un étudiant en journalisme	50
FD 92	
Issy les Moulineaux	
EDF	20
Claude, EDF	1 000
Issy, CTA	30
Nanterre	
Laure	100
Catherine	130
Divers	70
La Garéne, Jean Claude	50
Levallois, travailleurs	
des impôts	150
FD 94	
Vitry, cellule LEP	480
Creil	
Sylvie, PTT	200
Daniel, instit.	100
FD 78	
JLB, cheminot, Trappes	100
Après une dure partie de tarot	17
Philippe, Trappes	10

Jean Pierre, vente encentes	50
Claudine	50
Gilles, Maurepas	40
Jean Christophe	10
Bordeaux, Monique	20 000
FD 75	30 000
FD 75	
Télécoms	110
Paris Nation	1 000
Marc, RATP	100
Cellule journalistes	630
Cellule enseignants	350
Cellule EN	450
François R. à tous les camarades de la LCR NISSA	50
Virginie R., mère de militant NISSA	50
Merci LOTO	300
J. B.	500
FNAC Forum et Montparnasse	320
FNAC Etoile	135
FNAC	20
Catherine, le 23 2. 2° chèque	100
Presse, Paris	100
Sciences Po.	110
Cellule AP	400
Cellule Télécoms	200
Cellule ministère des PTT	40
Impôts	200
Yon Sosa	50
ATOSS	100
Jussieu Perso.	220
Education surveillée,	
Marie-Hélène	150
PTT RP, Yannick	50
Roto, Stéphane	150
EDF, Dominique, sympathisant	50
Paris	40
Bruno, lycéen	60
R. (Cannes)	50
SNCF Austerlitz	50
Charles	300
Michel	300
Bernard	200
Gérard	200
BNP	20
Enseignants	350
PTT 10	120
Télécomédiens	600
Divers	1 900
Sorbonne	514
St Anne	20

Sorbonne	10
Reçu directement à Montreuil	
Aix en Provence	50
Paris, 18°, Andrew	100
Bobigny, Michel	500
Manosque, J.	100
Olivet, Patrice	100
ATOSS Jussieu	100
Aubervilliers, sympathisant	100
Clermont Ferrand	61,35
Lyon, Luc	200
Besançon, Henri	50
Paris, Janine	50
Lille, Régis	100

Reçu directement à Montreuil (déjà comptabilisé)

De la part d'un responsable syndical CFDT, afin que cette « campagne » permette le regroupement des travailleurs et des travailleuses qui se situent clairement « à la gauche de la Gôche »	500
Cazals, Jules Fourier	150
Gentilly	100
Bures sur Yvette, Cécile	100
Paris, 18°, Nicole	100
Rennes, Christian	200
St Lô, Philippe Ricordeau	100
Marmande, Hervé	300
Paris 19°, Guy Gérard	300
Paris 13°, Pascal	300
Vieux Boucau, Roger	200
Paris, Jean Pierre, ou à l'unité des révolutionnaires pour l'unité ouvrière	400
CCF, MJ	100
Pontoise, Yvan	500
Oullins, Albert, 74 ans, un retraité SNCF qui est de tout cœur avec les vrais communistes révolutionnaires	50
Courbevoie, Florent	150
Benne, André, « Unité ! »	300

Total semaine 1 511,35
71 725,25
0,40

73 237,00

Ancien total 877 949,00

951 186,00

NOM Profession

Prénom Adresse

je verse F

(chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

Ernest Mandel

VIENT DE PARAITRE

INTRODUCTION
AU
MARXISME



La 3^e édition française, revue et augmentée, de « l'Introduction au marxisme » de notre camarade Ernest Mandel. Un ouvrage indispensable !

En vente à la librairie la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e) (42 F).
Toute commande à : PEC, 2 rue Richard Lenoir 93 108 Montreuil
(joindre un chèque à l'ordre de la PEC, 42 F par exemplaire commandé, frais de port inclus).

La bataille de la LCR entre les deux tours

LES résultats du premier tour en ont laissé plus d'un sans voix à gauche. A Lille, le dimanche soir, les militants socialistes étaient atterrés. Certains comparaient même le vote du 6 mars à la victoire des fascistes en Allemagne en 1933. Tout de même ! La LCR distribuait son premier tract le lendemain.

A Marseille, lundi matin à 6 h, premières diffusions de la LCR appelant à tout faire pour battre la droite au second tour. Nos camarades étaient seuls, les partis de gauche étaient encore muets. L'accueil était favorable : « C'est bien que vous soyez là. » Les tournées en camionnette sono et les affichages pour le vote au deuxième tour étaient répartis pour la semaine.

A Trappes, dans les Yvelines, à la lecture des résultats, le maire PCF, convaincu jusqu'à présent qu'il serait élu au premier tour, changeait de ton. La liste LCR-LO devenait « de gauche », alors que jusqu'au 6 mars au soir, elle « faisait le jeu de la droite ».

C'est vers le milieu de la semaine que les militants du PC et du PS ont commencé à se ressaisir dans la plupart des villes, pour entamer les porte à porte, les tournées de quartier, la visite systématique des HLM, pour convaincre ceux qui s'étaient abstenus de « barrer la route à la droite au second tour ».

A Dreux, le mercredi, plusieurs centaines de personnes se rassemblaient en meeting pour soutenir François Gaspard face à la liste RPR-Front national. Une camarade de la LCR appelait à la mobilisation pour battre la droite après avoir sévèrement condamné la politique du gouvernement depuis le 10 mai, responsable de l'échec au premier tour. C'est par groupes dans les quartiers que des gens se rassemblaient pour « faire les immeubles », convaincre qu'il fallait voter à gauche dimanche... Dans les entreprises où ils tra-

vailent, les militants de la LCR faisaient prendre position à leurs syndicats, pour mener bataille.

Les pages de la presse locale consacrées aux élections seront remplies aux trois quarts d'appels au vote à gauche.

Un début de mobilisation...

La campagne se tendait au cours de la semaine. « Nos collages ne laissaient personne indifférent », explique un camarade de Marseille : « On avait droit soit à des félicitations soit à des insultes. » La démarche nauséabonde de Gaston Defferre sur la ville, proposant le lundi l'unité à la liste de droite « Marseille sécurité », comme ses réponses à la liste Gaudin, voulant la battre sur son propre terrain — la politique anti-immigrés —, renforçaient la hargne de la droite.

A Trappes, où les camarades de la LCR avaient passé un accord d'affichage avec le PCF, la droite tournait pour arracher les affiches, les « bomber ». Le camarade Stalin, militant LCR tête de liste au premier tour, recevait des menaces anonymes par téléphone.

Campagne du second tour menée également là où nous ne présentions pas de liste au premier tour. A Cherbourg, par exemple, où la liste écologiste se maintenait, face à la liste de gauche et à celle de droite. Nos camarades menaient campagne contre l'abstention, comme auprès de ceux qui avaient voté écologiste, pour qu'au second tour ils votent pour la liste de gauche afin de barrer la route à la droite. Certains militants écologistes étaient d'ailleurs partisans du retrait de leur liste, sans résultat. On verra pourtant leur tête de liste « sauter au cou » du maire de gauche réélu le 13 au soir !

C'est un début de mobilisation populaire pour battre la droite qui, en quelques jours, permettait d'inverser la vapeur, pour le deuxième tour. A Rennes, trois réunions de quartier soutenues par la CGT, la CFDT, la FEN, réuniront mille personnes.

Tous les témoignages concordent : le dimanche 13 au soir et le lundi matin on « respirait mieux » dans les entreprises. Tous étaient conscients qu'on avait « évité de peu la catastrophe ». Mais il est évident pour tous ceux qui ont participé à la bataille que les mêmes problèmes restaient posés. En participant à plein à la mobilisation, les militants de la LCR ont contribué aussi à faire valoir leurs propositions. Le débat ne manquera pas d'être fourni à gauche ! Pour renforcer la lutte aussi aux côtés des immigrés, cibles de campagnes à droite comme à gauche, en fin de semaine. A Marseille, cette mobilisation-là est en cours. Après avoir salué comme il se doit la défaite de la droite, devant le siège du PS, avec des camarades immigrés, présents eux aussi.

M. M.

MEETING LO-LCR

2 000 personnes au meeting LO-LCR vendredi 11 mars à la Mutualité. Arlette Laguiller pour LO, Charles Michaloux pour la LCR développaient chacun les enseignements du premier tour, le bilan que tire chaque organisation de la campagne commune, les propositions réciproques pour continuer à travailler ensemble.

Un meeting qui avait un peu l'allure d'une assemblée générale commune des militants des deux organisations.

Unité contre la droite

DANS toutes les villes où il y avait ballottage, la LCR a mené campagne sans ménager ses efforts, pour « faire voter » pour les listes dirigées par le PS et le PC.

Cette « dernière semaine » de notre campagne n'était en rien surajoutée à la bataille menée au premier tour, avec nos camarades de Lutte ouvrière.

Au contraire. On gagne aussi l'écoute des travailleurs lorsque l'on mène avec eux la bataille contre les partis auxquels leurs exploiters adhèrent.

Et la bataille a certes été rude. En maints endroits, c'est à la centaine, à la dizaine de voix près que s'est jouée la défaite de la droite (à Dreux à 8 voix !). Alors que ses hommes politiques préparaient déjà la champagne pour le soir, et les premiers mauvais coups pour le lendemain en prenant possession des mairies qu'ils auraient « conquises ».

Le résultat du second tour le montre à l'évidence : « battre la droite », pour les travailleurs qui l'ont subie vingt-trois ans durant, est toujours nécessaire plus pressante que de « laisser battre la gauche », même quand les « espoirs déçus s'accumulent ».

Nous faisons simplement un constat : nous avons pesé dans cet affrontement-là.

Est-ce là blanchir la politique des partis PS et PCF élus le 10 mai ? Cette question n'a pas grand sens. Le souffle de défaite qui s'est levé le soir du premier tour démontrait une chose : même s'ils ne s'étaient pas déplacés pour voter pour nous, révolutionnaires, de nombreux travailleurs « acteurs du 10 mai » n'en étaient pas moins en complet désaccord avec la politique actuelle du PS et du PCF.

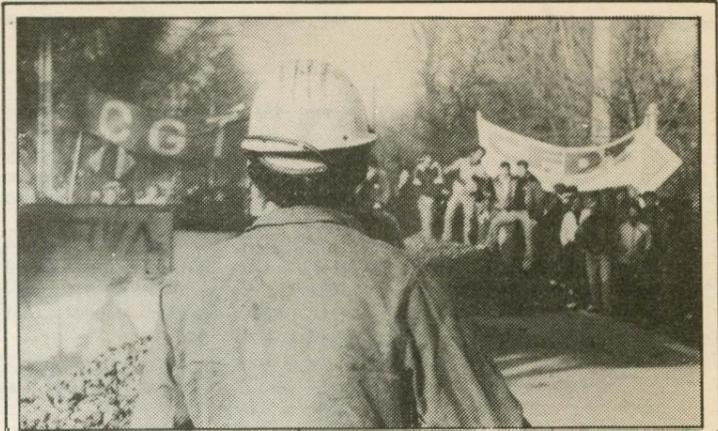
Cela ne signifiait en rien qu'ils regrettaient le coup de balai donné à la droite en mai 1981, cela ne signifiait en rien qu'ils s'apprêtaient, en s'abstenant aussi au deuxième tour, à laisser la droite reprendre possession de points d'appui d'où ils l'avaient chassée.

Et les déclarations d'intention sont inutiles lorsque la situation à laquelle on fait face est aussi simple. Les patrons tirent-ils profit d'une victoire de la droite ? Répondre non serait se voiler la face. Répondre oui et s'abstenir revient à condamner le mal en parole, pour éviter de le combattre en acte.

Nos camarades de Lutte ouvrière, refusant « d'appeler à voter pour les listes d'Union de la gauche », se sont épargnés ce combat. C'était la meilleure façon de se placer en dehors du mouvement, au deuxième tour, qui a mené dans de nombreuses villes les travailleurs à contraindre la droite à remballer ses airs de victoire.

Notre acharnement commun à construire une force politique à gauche du PS et du PCF, qui défende réellement les intérêts ouvriers, n'avait pourtant rien à craindre de cet échec à droite ! Au contraire.

Michel Morel



Alain Krivine avec les mineurs de Carmaux

Une grève générale en pleines élections, une victoire presque totale. Les mineurs de Carmaux ont conservé leurs traditions de lutte, rien ne peut les faire céder, pas même un gouvernement de gauche, qui leur envoie... les CRS.

La LCR commence à être connue ; elle est intervenue pendant la grève. Personne n'a oublié les 3 000 F remis en assemblée générale des grévistes par la fédération du Tarn.

Vendredi 11 mars, Alain Krivine est venu animer un meeting. A peine une semaine de préparation, cinquante travailleurs présents, mineurs et leur famille, quelques lycéens. Le même soir, la CGT organisait un « repas de victoire ». « C'est un dommage, on avait plein de questions à poser », vinrent dire après le meeting deux mineurs de la CGT.

Avant l'intervention d'Alain Krivine, un camarade mineur de la LCR projeta un diaporama sur la grève, puis un autre camarade en tira le bilan.

Tout le monde intervint dans le débat, beaucoup de mineurs,

membres du PCF, avaient tenu à venir car ils avaient beaucoup à dire. « Ça ne va pas, on n'embauche pas mon fils à la mine, il faut prendre le fric aux patrons, aux banquiers. » « Ici, avec la CGT, on n'hésite pas à se battre, même contre le gouvernement. » « Si on en est là c'est parce que le PCF n'a pas eu assez de voix en 1981. »

« Mais les travailleurs, expliquait alors Krivine, voulaient battre Giscard et la direction du PCF réservait ses coups au PS. C'est cela qui explique la chute du PCF. Et aujourd'hui, il y aurait 80 % de convergence avec Mitterrand, comment s'y reconnaître ? »

« C'est vrai la ligne du parti n'est pas claire », approuvaient certains. Mais « ici, le PCF, c'est notre tradition de lutte. Dans ma famille mes parents sont morts dans les camps de concentration parce qu'ils étaient communistes ; nous, ça fait des années qu'on se bat ici ».

« On est tous du même bord » : c'était la conclusion unanime après un débat vif et fraternel. Ici, c'est grâce à l'unité des travailleurs que la victoire a été arrachée.

La droite, aux municipales ? Elle a été écrasée. Mais fallait-il le préciser ?

Rejetez la politique d'austérité du gouvernement

c'est l'affaire des travailleurs, pas de Chirac, Giscard ou Barre

Barrez la route à la droite ne vous abstenez pas !

Votez pour les listes conduites par le PS et le PCF

Ligue communiste révolutionnaire



PCI Engagez-vous, qu'ils disaient...

Le PCI a continué entre les deux tours sa campagne exigeant des candidats du PS et du PCF qu'ils « respectent le mandat confié par le peuple le 10 mai et s'engagent à interdire les licenciements, ou à livrer bataille pour l'école laïque... ». Quels que soient, d'ailleurs, les termes de l'engagement.

Au premier tour, le PCI avait retiré un certain nombre de listes pour appeler à voter pour les candidats du PS et du PCF acceptant

de « s'engager ».

Au deuxième tour, il n'appelait à voter pour ces mêmes candidats face à la droite qu'à la condition expresse qu'ils se soient « engagés à... dans la semaine !

A Suresnes, par exemple, le PCI concluait un accord avec Pontillon (PS) et appelait à voter pour lui. A Sotteville les Rouen, par contre, le PCI n'a pas appelé à voter contre la droite pour la liste dirigée par Bourguignon (PS), faute d'engagement.

Dans un cas, l'illusion d'un accord dont la valeur se limite à des formules sur un morceau de papier, oubliées le soir même du second tour ; dans l'autre, une politi-

que d'abstention face à la droite... deux erreurs cumulées dans une même démarche, le vote conditionnel. Heureusement, les travailleurs qui s'étaient abstenus au premier tour n'ont pas tenu compte des conseils du PCI au second. Ils ont barré la route à la droite ; sans condition ni illusion. « Certes, lit on dans l'éditorial d'Informations ouvrières, on constate au second tour un mouvement des abstentionnistes ouvrier du premier tour ; ceux-ci, pour ne pas laisser le RPR et l'UDF gagner, ont voulu limiter les dégâts (ce qui a toute son importance politique). »

Espérons que le PCI tirera la leçon du mouvement... Lui qui s'était mis en dehors du courant.

Après les municipales, non à toute

Oui, il faut comprendre l'avertissement

EN une belle harmonie, tous les porte-parole du gouvernement ont, bruyamment, dimanche soir, déclaré qu'il faudrait tenir compte de « l'avertissement du 6 mars ». Mais, depuis, le calme s'est établi dans l'attente des décisions qui vont tomber des lèvres de Mitterrand. Le 23 mars seulement. Pourquoi ce climat d'attente bruisante de rumeurs ?

C'est que la logique des institutions de la V^e République veut que plus les difficultés sont grandes, plus la souveraineté se concentre sur la tête du bonaparte qu'est le président. Or, dans cette logique, le gouvernement et Mitterrand s'y sont délicieusement coulés. Et elle apparaît clairement pour ce qu'elle est : un mécanisme institutionnel qui non seulement dessaisit les travailleurs et leurs organisations des moyens de peser sur les décisions politiques, mais leur en dissimule les enjeux. Ainsi, nul ne peut savoir, aujourd'hui, ce que sont les véritables raisons du retard apporté au remaniement ministériel et les rapports de forces réels qui sont en action.

Qu'en est-il des nouveaux équilibres politiques recherchés pour composer le prochain gouvernement ? Mauroy sera-t-il ou non écarté ? La représentation communiste sera-t-elle modifiée ? Qu'est-ce que la direction du PCF est-elle prête à accepter ? De nouveaux représentants directs de la bourgeoisie seront-ils appelés au gouvernement pour symboliser une ouverture à droite et une volonté de rigueur aggravée ? On avait parlé, hier, d'E. Faure, on parle aujourd'hui

de Riboud, P-DG de Schlumberger et ami personnel de Mitterrand.

Qu'en est-t-il des discussions en cours avec le gouvernement et les milieux d'affaires allemands pour négocier la nouvelle dévaluation du Franc ? On se souvient que lors de la seconde dévaluation du Franc, l'effort de ces mêmes milieux consistant à réévaluer le Mark avait été conditionné par l'engagement du gouvernement français de prendre des mesures de rigueur, dont le blocage des salaires. Il est clair que ces nouvelles négociations déboucheront inévitablement sur l'exigence d'un nouveau plan d'austérité.

Ce sont tous ces problèmes que dissimule en fait la prétendue méditation solitaire de Mitterrand. Afin de faire croire que ces élections recéleraient une

énigme que, seul, en sa sagesse, le président serait à même de déchiffrer.

Pourtant, les travailleurs savent bien qu'il n'y a pas grand mystère en l'affaire. Malgré les efforts développés par un certain nombre de commentateurs pour brouiller les cartes en expliquant que les conclusions à tirer des deux tours seraient contradictoires. En fait, il est clair que les enseignements des deux tours se complètent pour dégager une leçon d'ensemble.

Un vote sanction

Le regain de la mobilisation de l'électorat ouvrier au second tour ne peut, en effet, être interprété comme un soutien au gouvernement, mais bien comme une volonté de ne pas laisser la droite développer sans frein son offen-

sive. Telles étaient les « réserves » évoquées par les leaders de la gauche. Qui veulent dire que, contrairement aux espoirs de la droite, la page ouverte le 10 mai ne saurait être tournée si facilement. Parce que les travailleurs et les travailleuses ne sont pas décidés à laisser la droite revenir au pouvoir.

Ces mêmes travailleurs ne sauraient se satisfaire de la politique menée par le gouvernement. Avoir écarté la droite et empêché son retour, cela signifie vouloir laisser la voie libre à une politique de vrai changement, de combat réel contre la droite et le patronat.

C'est pour ne pas avoir mené ce type de politique, mais une politique contraire de compromis avec le patronat et d'austérité pour les travailleurs, que le gouvernement et les directions du PS et du PCF ont été sanctionnés à l'occasion de ces municipales. Les promesses non tenues, les engagements reniés, la politique de rigueur... C'est cela qui a provoqué l'échec de la gauche le 6 mars !

Un avertissement aussi clair appelle une réponse non moins claire : rompre avec la politique suivie jusqu' alors et engager une politique au service des travailleurs. Tel est bien le défi qui, aujourd'hui, est au cœur de la situation politique. Pour le PS et le PCF, ne pas le relever signifiera clairement leur volonté de préférer faire le jeu de la droite plutôt que de répondre aux aspirations des travailleurs.

Les manœuvres actuelles du pouvoir laissent déjà augurer de ce que sera le choix qu'ils feront.

Francis Sitel



Avec les poignées de main aux patrons...

DEUX ans après la victoire du 10 mai, l'échec... Pas pour tous : le chômage augmente, le pouvoir d'achat baisse ; mais les profits s'accroissent, comme les scores électoraux de la droite.

Il faut donc, aux yeux mêmes d'une grande partie des militants du PS et du PC, ouvrir un débat d'orientation : tant valent les résultats, tant vaut la méthode !

Pour y contribuer résumons quelques uns des arguments essentiels de la majorité.

► **Pourquoi, pour revenir sur l'origine du premier plan d'austérité, en juin 1982, avoir accepté les conditions fixées par les bourgeoisies françaises et internationales ?**

Officiellement, c'est « pour aider nos industries » à baisser leurs prix afin d'« être mieux placées face à la concurrence ».

En pratique, les patrons ont encaissé les bénéfices de la baisse du pouvoir d'achat des salariés (environ 1 % ou plus...), mais ils n'ont pas diminué leurs prix en proportion des 9,59 % de dévaluation du Franc : ils n'ont pas diminué leur prix pour « jouer le jeu de la concurrence », comme ils disent. Pour l'essentiel, la marge financière ainsi « gagnée » sur le dos de la classe ouvrière a servi à augmenter les profits : le choix patronal a été de ne pas chercher à vendre moins cher et plus en quantité ; il a été de vendre autant en gagnant plus de fric (voir p. 9).

Les patrons ont pu ainsi rembourser leurs dettes ou spéculer sous d'autres cieus ! D'où la baisse des effectifs dans l'industrie, par exemple. Et, du point de vue patronal, ce n'est que logique. Mais pourquoi donc le PS et le PC demandent-ils aux travailleurs d'obéir à cette « logique » là ?



... le chômage reste.

► **Pourquoi donc, pour reprendre l'argument essentiel aujourd'hui, nous agiter l'épouvantail des « risques d'isolement international » ?**

Prenons le cas de la sidérurgie, où le gouvernement a accepté, « pour respecter le cadre européen » 20 000 suppressions d'emplois, qui devraient être complétées sous peu d'environ 10 000 suppressions supplémentaires. Etait-ce inévitable ?

Certainement pas. Nous le disons depuis des mois ; et les travailleurs de la sidérurgie allemande en donnent la preuve. Citons, pour en convaincre les sceptiques, le texte adopté par une assemblée de mille délégués sidérurgistes du groupe Hoesh : « Nous exigeons : 1) le transfert de l'industrie de l'acier en propriété publique ; 2) la création d'une société sidérurgique nationale ; 3) la garantie du maintien de tous les bassins régionaux ; 4) une planification d'ensemble démocratique, et ; 5) des politiques d'investissements sociaux et de rénovation. »

Ces revendications ont reçu le soutien des syndicats d'autres grou-

pes et usines, de Mannesman, de Thyssen, etc.

Fallait-il que la majorité PS-PC dise oui au patronat européen ou bien qu'elle dise oui aux exigences des travailleurs de la sidérurgie allemande, les mêmes que celles des travailleurs en France ?

► **Pourquoi avoir renoncé aux moyens d'action élémentaires que certains proposaient au sein même de cette majorité ?**

Contre le chômage, l'économiste Serge-Christophe Kolm — qui avait servi de conseiller pour la rédaction du programme socialiste — demandait de mettre des conditions à toute aide publique à une entreprise : l'interdiction de licencier, le contrôle et la réorientation des objectifs de production.

Pour maîtriser l'économie, le PS comme le PC prévoient de faire passer les effets de la nationalisation du crédit : 80 % des entreprises dépendent des aides des banques pour leur fonctionnement régulier. D'où la possibilité de les orienter.

Quant aux investissements proprement dit, il était question de les diriger par une « caisse nationale »,

centralisant les moyens financiers et les pouvoirs de décision. En liaison avec les organismes de planification.

Rien de tout cela n'a été fait. Le « respect du profit », véritable priorité dans le programme pratique du gouvernement, ne pouvait se traduire que par la totale liberté de gestion laissée aux patrons.

Cette soumission aux « règles » capitalistes a aussi pesé, bien sûr, dans le secteur nationalisé : les P-DG nommés, sur la base de listes ayant l'accord du CNPF, ont mandat d'agir comme des « managers » traditionnels. Du coup, la « démocratisation » de la gestion de ces entreprises est une farce ridicule : quelques représentants syndicaux font de la figuration dans les « conseils d'administration ». Ils n'ont pas accès aux informations utiles.

Ils n'ont même pas le droit de connaître les données et les débats aboutissant aux « contrats de plan », qui fixent l'avenir de ces entreprises pour les quatre prochaines années...

► **Faire autre chose ! Obéir à une autre logique !** A ce débat central aujourd'hui nous pouvons apporter une contribution très simple : comme le suggèrent tous les éléments que nous venons de résumer, oui, il faut faire une autre politique économique orientée en fonction des véritables besoins sociaux et pour le plein emploi.

Mais, tout le prouve, la majorité n'en a pas la volonté : il faudrait, pour qu'elle prenne les moyens dont elle dispose, qu'elle veuille s'appuyer sur la mobilisation de la classe ouvrière au lieu de chercher un accord avec le patronat français ou international. De nombreux travailleurs, après deux ans d'expérience, constateront avec nous que là se trouve le véritable verrou de la situation, le véritable obstacle au changement.

Pierre Rème

Oui, il faut faire autre chose

Politique au service des patrons

• Le Canard enchaîné avait dit vrai

Non, il ne faut pas ce plan d'austérité

Sombres prévisions et rigueur capitaliste

Comprimer les dépenses publiques, renforcer les « entreprises », réduire la consommation populaire..., tout un programme !

A « respecter les règles » du profit capitaliste, on ne peut le faire à moitié... surtout quand « les prévisions » des « experts » sont sombres.

● LA BAISSÉ DU PRIX DU PETROLE donnera seulement « un peu d'air ». Si le prix du baril passe de 33 à 29 dollars, cela représente une économie de seize milliards sur une facture de cent quatorze. C'est peu au moment où la valeur du Franc diminue par rapport au Dollar.

● LA REPRISE PARTIELLE AUX USA risque de n'être ni très forte ni très durable. Ses effets sur l'économie française ne peuvent qu'être très limités : les USA ne représentent que 5 % des exportations françaises.

● LA POLITIQUE INDUSTRIELLE en cours, déjà timide, ne peut, au mieux, produire des effets que dans plusieurs années. Les investissements d'aujourd'hui risquent de ne produire que des usines « en trop » face aux concurrents japonais ou américains, très difficiles à « rattraper ».

● LE RISQUE D'UNE DESIN- DUSTRIALISATION, due à la crise et à la concurrence, est loin

d'être exclue : les « experts en prévision », dans une réunion récente, se sont montrés plus inquiets pour 1984 ou 1985 que pour 1983...

● D'OU LE PLAN D'AUSTERITE BIS : la dévaluation doit être accompagnée du « nécessaire assainissement financier » (voir encadré ci-dessous).

● REDUIRE LA CONSOMMATION, TEL EST LEUR MOT D'ORDRE. De façon totalement hypocrite, on entend expliquer qu'« il suffit que les travailleurs épargnent ». Mais, ces temps-ci, les « solutions » les plus fantastiques sont envisagées : par exemple, un « salaire différé » allant jusqu'à verser une partie du traitement des fonctionnaires avec des « bons du Trésor », payables dans quelques années.

● ATTAQUER L'INDEXATION ET FAIRE PAYER LES PAUVRES. Tel est le moyen le plus commode : les plus bas revenus, ceux

des salariés ouvriers et employés, sont consommés en totalité. D'où la conséquence : en réduisant leurs salaires, on est sûr de réduire la consommation ; et, par conséquent, le déficit extérieur. Alors que, si on s'attaque aux cadres ou aux professions libérales, on risque au contraire de décourager l'épargne, au moment où le gouvernement veut l'orienter vers l'industrie.

Ce raisonnement, dans la logique capitaliste, est implacable. Il est sérieusement avancé par les « experts » de Delors : nous n'avons fait ici que reprendre les principaux éléments de ces projets, révélés par la « fuite » du *Canard enchaîné* du 2 mars.

Que ce soit le PC et sa priorité à l'industrie nationale ou la direction de la confédération de la CFDT avec ses « nouvelles solidarités », tous mentent pour tromper les travailleurs : ils veulent faire croire qu'on peut concilier défense des intérêts ouvriers et respect des « règles de l'économie de marché ». Or, dans la période d'approfondissement de la crise capitaliste que nous connaissons, il n'y a plus un tel espace : les enjeux deviennent de

Qu'est-ce que le SME ?

Le Système monétaire européen s'applique aux monnaies de huit pays européens (France, RFA, Pays-Bas, Italie, Belgique, Luxembourg, Irlande et Danemark). La Grande-Bretagne y est associée en partie.

Ce système a pour fonction de réguler l'évolution des changes. Toute monnaie peut, en effet, avoir deux valeurs possibles : le cours officiel (autrefois exprimé par un poids d'or) et le cours du marché déterminé par l'offre et la demande.

Il existe donc deux systèmes possibles. Dans le système à changes fixes, la banque centrale d'un pays doit, par diverses dispositions réglementaires ou par intervention, garantir que le cours du marché libre ne s'écarte pas du cours officiel... ou qu'il n'y ait pas de marché libre.

Dans le système de changes flottants, au contraire, il n'y a plus de cours officiels.

Le SME est un système mixte qui détermine une valeur pivot (qui est aujourd'hui de 2,8339 F pour un mark) autour de laquelle une fluctuation de plus ou moins 2,25 % est possible. Le « serpent » est donc dessiné par l'écart entre un cours plafond de 2,8985 F et un cours plancher de 2,7709 F.

Lorsqu'une monnaie atteint son plancher, l'accord prévoit l'intervention des autres pays. C'est la tactique de Delors entre les deux tours. Elle permet de tenir sans trop déboursier, mais elle met la France en position de se voir imposer un plan d'accompagnement encore plus rigoureux que celui qui avait été mis en place en juin 1982.

plus en plus nets. Ou bien le gouvernement rompt avec les « contraintes » capitalistes, ou bien ce

sera l'austérité accrue sur le dos des travailleurs.

P. R. et M. D.

Les 7 raisons de la dévaluation

« Mieux expliquer », nouvelle « priorité » gouvernementale. Premier exemple : il n'y a pas de « dévaluation » mais seulement une « remise en ordre des monnaies ».

En fait, dans leur réunion du 21 mars, les gouvernements européens vont décider de combien augmente la valeur du Mark, de combien diminue celle du Franc, et de comment se reclassent les autres.

Le Franc va perdre de sa valeur, mais on ne « dévalue » pas... Avec des « explications » de ce type, il faudra un dictionnaire à côté du poste de télé !

● LE DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR a été en 1982 de 93 milliards de francs. La hausse du Dollar n'explique pas tout : la France est en situation de déficit avec tous les pays industrialisés et notamment avec l'Allemagne pour 40 milliards (contre 10 milliards en 1979 !). Le mouvement s'est récemment aggravé : le seul mois de janvier 1983 a été marqué par un déficit de 10 milliards qui donnerait en équivalent annuel un total de 120 milliards, supérieur aux prévisions les plus pessimistes.

● LA DIFFERENCE DES TAUX D'INFLATION entre la France et ses concurrents commerciaux se maintient malgré le blocage des prix et des salaires institué en juin dernier. L'objectif affiché pour 1983 par Delors est de 8 % alors qu'on prévoit 3,5 % en RFA, soit une différence de 4,5 % qui fait pression à la baisse sur le taux de change du Franc par rapport au Mark.

● LA COMPETITIVITE DES PRODUITS FRANÇAIS ne semble pas avoir été améliorée par la dévaluation de juin 1982. Des parts de marché importantes ont été perdues. Ce résultat est dû en grande partie au comportement des exportateurs français qui ont préféré restaurer leurs marges de profit et réduire leur endettement plutôt que de chercher à affronter la concurrence sur un marché stagnant.

● LA FAIBLESSE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE dans la concurrence interimpérialiste vient de loin et se traduit par une mauvaise insertion dans

la division internationale du travail. Le sempiternel refrain du CNPF sur les charges des entreprises est à côté de la plaque. L'automobile fournit un exemple saisissant : il y a eu en 1982 une forte augmentation de la demande en France mais elle a essentiellement profité aux producteurs étrangers et notamment allemands. En un an, les achats de voi-



tures allemandes ont augmenté de plus de 40 % alors qu'il n'y a pas de différence notable de prix.

● LES MOUVEMENTS SPECULATIFS sont venus amplifier ces ten-

dances : pour le seul mois de janvier 1983, on peut noter une augmentation de 10 % des importations de pétrole brut ainsi qu'une croissance surprenante des achats de produits sidérurgiques.

● LES MOUVEMENTS DE CAPITALISME viennent encore accentuer le déficit de deux manières. Beaucoup d'entreprises françaises exportent des grands travaux (métros, centraux téléphoniques, barrages, etc.) vers des pays du tiers monde qui ne peuvent payer que sur la base de crédits accordés à de très bas taux d'intérêts. Ceci a pour effet de fragiliser la balance des paiements. Il y a aussi un mouvement d'investissements français à l'étranger mais surtout arrêté à peu près total des investissements français en France. Cela va dans le sens du déficit.

● L'ENDETTEMENT EXTERIEUR qui résulte de ces diverses tendances a donc augmenté brutalement. Le chiffre officiel cité par Delors est de 100 milliards de francs en 1982, dont 40 n'auraient pas été utilisés. Mais cet endettement nouveau vient s'ajouter aux dettes contractées antérieurement. On arrive à un ordre de grandeur de 300 milliards de francs, soit une charge de la dette (remboursement et intérêts) de 30 à 40 milliards de francs par an, c'est-à-dire la moitié du déficit commercial prévu pour 1983.

La logique est donc maintenant de s'endetter pour rembourser, c'est celle de la « boule de neige ». Pour l'éviter et rétablir, les profits patronaux, il faudrait accepter leur plan d'austérité !

Maxime Durand

Qu'est-ce qu'une dévaluation ?

Quand une monnaie dévalue de 10 %, et si rien d'autre ne change, le prix des marchandises achetées à l'étranger augmente de 10 %, celui des marchandises vendues par ce pays diminue de 10 %. Ces mouvements devraient avoir pour effet de limiter les importations et d'augmenter les exportations. Le changement de prix relatif devrait donc venir résorber le déficit à l'origine de la dévaluation.

Mais de nombreux mécanismes peuvent faire obstacle à ce « cercle vertueux ». Les effets de la dévaluation peuvent être gommés par les tendances inflationnistes engendrées par la hausse des prix des marchandises importées.

Les capitalistes exportant à l'étranger ont le choix entre deux tactiques. Ils peuvent conserver leurs prix, ce qui conduit, compte tenu de la dévaluation, à une baisse de 10 % sur les marchés étrangers : c'est une tactique offensive qui vise à conquérir des parts de marché.

Mais une tactique plus prudente est possible, qui consiste à emmagasiner sous forme de profit les effets de la dévaluation, en maintenant les prix sur les marchés étrangers. En pratique, le comportement de marge se situe entre ces deux extrêmes et, selon le dosage, peut modifier le résultat final.

Le pouvoir d'achat des travailleurs est immédiatement mis en cause par la hausse des prix des produits importés et sera donc rabaissé si l'indexation des salaires ne fonctionne pas bien. L'investissement des entreprises peut être stimulé par les exportations mais freiné par la demande intérieure.

Une dévaluation met donc en jeu toute une série de mécanismes dont le résultat final n'est pas donné d'avance. Il peut très bien y avoir un « cercle vicieux » où les causes de la dévaluation ne sont pas résorbées mais amplifiées et déclenchent ainsi un processus cumulatif.

Pour l'unité le 1^{er} mai, les premières initiatives

CETTE année-ci, après des mois de division passive faisant suite à des mois de polémiques violentes entre organisations syndicales, que sera le 1^{er} Mai ? Les directions syndicales accepteront-elles de saisir cette date pour permettre aux militant(e)s, aux travailleurs, aux travailleuses, de se retrouver ensemble dans l'unité pour manifester ?

Après des mois où la droite a tenu la rue, ce serait du simple bon sens. Et tout doit être fait pour qu'il s'impose.

Cela ne semble pas impossible. En effet, dès la mi-février, une lettre a été envoyée par l'Union régionale parisienne de la CFDT pour demander une « rencontre exploratoire » à la CGT, la FEN, FO, la CGC et la CFTC, en vue de « vérifier mutuellement les objectifs que nous nous fixons autour des grands thèmes tels que les priorités d'action et la solidarité internationale, ainsi que la forme à donner à ce 1^{er} Mai pour rassembler travailleurs, travailleuses et la population ».

(Paris syndical envoyé aux militants le 25 février.)

Comment une telle proposition pourrait-elle être rejetée ? Par la CGT et la FEN tout au moins : même un bureaucrate dévoué à sa direction nationale voit bien à quel point la division déconsidère les syndicats et personne ne peut donc facilement jouer le rôle de celui qui choisit la division.

Déjà, l'an dernier, ce phénomène avait joué, chacun se renvoyant la balle sur les conditions à mettre ou à ne pas mettre pour que ce soit « une bonne unité ». Puis, au dernier moment, le PS s'était lancé dans une grande manœuvre en faveur de l'unité le 1^{er} Mai, qui ne l'engageait à rien ; une manœuvre qui fut récupérée à son compte par Krasucki.

Dès maintenant, partout

En pratique, cette année-ci, il semble bien que les diverses organisations recherchent la possibilité d'un 1^{er} Mai affirmant l'unité de la classe ouvrière sans remettre en cause la politique du

gouvernement... Après l'alerte des municipales, il est difficile de ne pas montrer la voie de l'unité tout au moins contre la droite et le patronat ! Trop de militants attendent cela, même s'ils désirent, en même temps, affirmer la solidarité avec les immigrés, et leur rejet des mesures d'austérité.

Ce qui est vrai à Paris, où les contacts pour le 1^{er} Mai ont commencé, pèsera sur la situation nationale, dans toutes les villes.

Même un dimanche, le 1^{er} Mai 1983 peut-il être autre chose que celui où s'affirme, contre les attaques de la droite et du patronat, la volonté de résistance et de lutte des travailleurs. Et comment prendre une telle orientation sans tout faire pour imposer l'unité ? Et sans se mobiliser, immédiatement, pour proposer l'unité à toutes les autres organisations ; au niveau des instances de direction locale mais aussi, parallèlement, dans toutes les entreprises ?

Ce n'est pas nous qu'on pourra accuser d'avoir attendu les résultats des municipales pour prendre conscience du besoin d'unité de la classe ouvrière sur ses revendications ! Il n'en reste pas moins que le vote du 6 mars, comme la mobilisation entre les deux tours, sont une leçon de choses : oui, contre les ennemis, contre l'offensive patronale, pour la solidarité avec les immigrés, pour les revendications, il est urgent de combattre la division.

Et ce 1^{er} Mai 1983, deux ans après la victoire contre Giscard, doit être l'occasion de dire, tant pour les organisations syndicales que pour toutes les organisations politiques du mouvement ouvrier : contre la mobilisation à droite, contre les attaques patronales, agissons ensemble ! Ce sera la meilleure façon de faire progresser, en même temps, les débats sur le nécessaire changement de politique gouvernementale.

P. R.



CELLULOSE DE STRASBOURG Ils ne veulent pas être jetés à la rue

• De nos correspondants.

Depuis le 31 décembre, les travailleurs occupent l'usine pour la maintenir en état de marche. 360 emplois en jeu !

Au début, le gouvernement envisageait la fermeture pure et simple. Mais, le 7 février, fut obtenue la promesse d'un « plan de relance »... Début mars, pas de redémarrage : les conseils régionaux de Franche-Comté et de Lorraine, tous deux de droite, refusent de fournir les crédits prévus.

La droite renvoie ainsi la balle au gouvernement ; et lui laisse traîner

l'affaire. Le 9 mars, le lendemain de la victoire de la droite à Strasbourg, les patrons papetiers, actionnaires de la société, démissionnent. Un coup de force !

Le syndicat CGT, majoritaire dans l'entreprise, réagit par un tract : « patrons saboteurs ». Une action spectaculaire le complète : le blocage du pont de l'Europe.

En fait, au travers de La Cellulose, le problème de l'emploi dans tout le secteur bois-papier est posé. Comme à La Chapelle-Darblay (à Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen), où la cellule de la LCR le propose depuis des mois, c'est la nationalisation qui est à l'ordre du jour. Elle concerne plusieurs autres usines... Contre les fermetures, la nationalisation et la réorganisation de la branche !

Dans l'immédiat, une action de solidarité des travailleurs de la région est urgente.

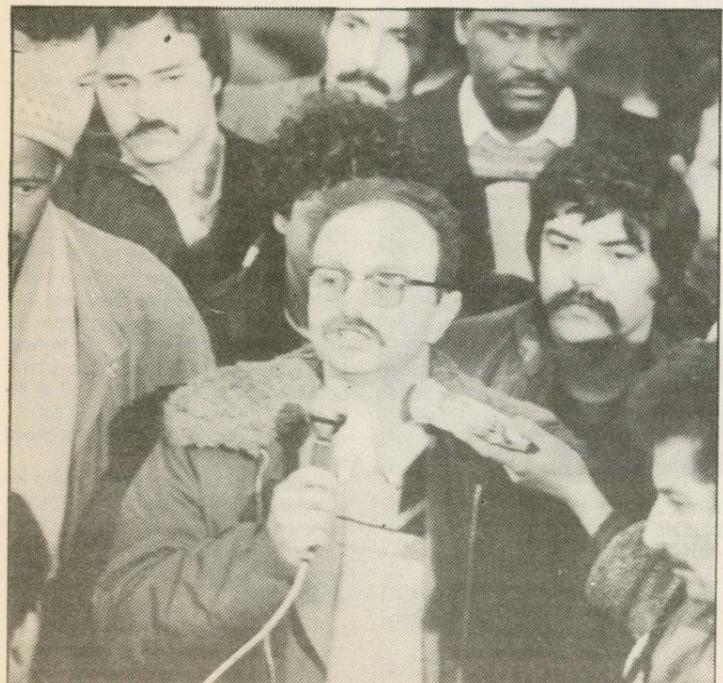


La manifestation des unitaires, le 1^{er} Mai 1981.

RENAULT-FLINS, CITROEN-AULNAY

Après les décisions des inspecteurs du travail

• Les licenciements des 3 délégués CFDT et des quatre CGT ont été refusés



Flins. Par leur mobilisation, ils ont obtenu l'annulation des licenciements.

Aulnay, l'inspecteur du travail a refusé le licenciement des quatre délégués CGT. Mais la direction a déposé un recours au ministre du Travail, qui a le droit de casser la décision de l'inspecteur départemental.

A Flins, le licenciement des trois délégués a été, là aussi, refusé par l'inspecteur du travail. La direction n'a pas déposé de recours. En revanche, elle a décidé des sanctions : quinze jours de mise à pied pour deux délégués, une mutation pour le troisième. Dans l'immédiat, un sentiment de soulagement et de relative victoire a percé dans les deux usines. Avec plus d'une inquiétude aussi.

Suites en justice...

A Aulnay, les travailleurs sanctionnés, huit militants CGT non délégués, sont toujours dehors. Rien ne contraint la direction à les reprendre. Ils ont tout au plus la garantie d'un « stage de formation » suivie d'une garantie de trouver un emploi, cet engagement ne signifiant pas le re-

tour dans une usine du groupe PSA, mais seulement la prise en charge de leur cas par les pouvoirs publics.

Par ailleurs, alors que la CGT a fait entrer les quatre délégués à leur poste de travail, trois d'entre eux sont inculpés de coups et blessures. Ils doivent être jugés pour cela. Et il pourrait y être trouvé prétexte à rebondissement dans la demande de licenciement, et évidemment dans des sanctions ultérieures en cas de non-licenciement...

Que peut faire Jean Auroux, ou son successeur s'il ne restait pas à ce poste gouvernemental ? Les « engagements » pris par le ministre du Travail, qui avait justifié la répression à Citroën-Aulnay, sont importants : n'avait-il pas dit que « les auteurs de tels actes devaient être exclus d'une communauté de travail » ?

En réalité, bien sûr, l'une des questions décisives est là : quelle base d'accord, secret, a été trouvée entre services gouvernementaux et direction du groupe PSA, dont il ne faut jamais oublier qu'il est le dernier grand groupe industriel privé à faire partie du CNPF...

Pour les militants et les organisations syndicales, cependant, deux choses sont nettement acquises : les accusations et les demandes de licenciement n'étaient pas recevables par les inspecteurs du travail (la « matérialisation des faits » ou la « validité des témoignages » ne le permettaient pas...); du coup, tout dépend de la pression exercée dans les usines elles-mêmes et dans l'ensemble de la région parisienne tout au moins.

L'arrêt des procédures judiciaires à Aulnay ou l'annulation des sanctions — en particulier de la mutation — à Flins, tout cela peut être obtenu : par le maintien de la mobilisation des deux usines concernées et par les déclarations de soutien partout ailleurs, dans le sens de la pétition finalement lancée, il y a quelques jours, par l'union régionale métaux : il s'agit de dénoncer « les sanctions qui veulent contraindre les travailleurs à subir de nouveau, sans espoir de changement, leur condition d'OS ».

P. R.

LES MUNICIPALES PASSENT, LES PROBLEMES RESTENT.

L'école unique, à quelles conditions ?

• Le ministère organise une consultation nationale dans les collèges le 21 mars

NOUVELLE « consultation nationale » dans les établissements scolaires : après les lycées, c'est le tour des CES le 21 mars. Les propositions de Louis Legrand, reprises par Savary, seront largement discutées.

Le collège unique, de la 6^e à la 3^e (terme de la scolarité obligatoire), n'existe pas. Sur cent élève



entrés en classe de 6^e, soixante-cinq seulement parviendront en fin de 3^e.

Pourtant, un seul type d'établissement, le collège d'enseignement secondaire (CES) a remplacé les anciens « cours complémentaires », CEG et au-

tres « petits lycées ». Et, dans les CES, les trois filières (classique, moderne, et pratique) furent supprimées par la réforme Haby à partir de 1975. Une seule filière dans une seule structure : le CES post-Haby devait réaliser le collège unique.

L'échec est patent. Les inégalités restent considérables d'un CES à l'autre. Au sein de chaque établissement, les filières se reconstituent : les élèves sont fréquemment regroupés selon leur niveau, soit directement en fonction de leur dossier scolaire, soit selon les « options » retenues (par exemple, le choix de l'allemand comme « première langue » par les familles les plus favorisées est un des moyens pour maintenir les enfants ensemble dans une même classe homogène). Enfin, les sorties prématurées du CES sont importantes : 25 % des élèves quittent la scolarité « normale » en fin de 5^e.

Si l'unification de la scolarité n'a guère avancé, en revanche la vie interne des établissements s'est plutôt dégradée : plus hétérogènes, les nouvelles classes sont aussi plus difficiles à vivre et à conduire. L'uniformisation des structures a donc eu des effets pervers aggravants.

Il ne suffit pas de mettre tous les enfants dans la même classe pour créer l'école unique : tel est le bilan simple que l'histoire des CES permet de tirer. Mais bilan fondamental : car il oblige à rechercher les conditions de l'école unique ailleurs que dans une seule réforme des structures.

« L'école unique : à quelles conditions ? », s'interrogeait justement Louis Legrand en intitulant ainsi son dernier livre. Si'il fallait résumer ces conditions,



selon l'auteur, elles pourraient rentrer dans trois chapitres :

• **Celui des moyens et de l'investissement :**

« Il convient en effet de rappeler un préalable qui va de soi : un enseignement efficace ne peut s'exercer dans des classes nombreuses tenues par des maîtres insuffisamment formés. Les arguments économiques avancés dans notre société capitaliste, dominée par le profit immédiat, ne résistent pas à l'analyse. Certes, l'éducation coûte cher, mais comment peut-on oublier que la population scolarisée actuellement en France représente 60 % de la population active ? Ce rapport

montre l'énormité des besoins mais il montre aussi que des choix politiques sont nécessaires, choix qu'une société de profit ne saurait faire (p. 38). »

Or, au moment même où Legrand publiait son rapport, le ministère faisait savoir que la rentrée 1983 se fera sous le signe du redéploiement, c'est-à-dire de la suppression de classes et de l'augmentation des effectifs.

• **Celui de l'environnement social et culturel de l'école :**

« Il est de plus en plus nécessaire de repenser radicalement la place du travail dans notre société et surtout la hiérarchie des revenus qui y est attachée.

C'est là un problème politique de base dont la résolution commande finalement toute transformation profonde du système éducatif (p. 72). »

Sur ce plan, rien n'a changé : les grèves des OS de l'automobile sont là pour le rappeler. Et ce n'est pas la politique des « zones d'éducation prioritaire » qui peut combattre les inégalités sociales, et extirper les racines sociales de l'échec scolaire.

• **Celui des transformations internes à l'école,** telles qu'elles sont reprises dans le rapport

« pour un collège démocratique ». Ce sont elles qui ont soulevé un joli tollé chez les enseignants, pour deux raisons au moins.

Il y a d'abord le cadre de la réforme : celui de l'autonomie des établissements, de la gestion décentralisée ouverte aux pressions des « intérêts économiques et sociaux ». Sous couvert de ne pas parachuter une énième réforme et de s'appuyer sur l'initiative « d'en bas », Legrand et Savary mettent en place une nouvelle gestion du service public, marquée par la concurrence des établissements entre eux.

Le projet Legrand-Savary soulève une deuxième forte inquiétude, dans la mesure où il est porteur d'une logique de contournement des difficultés, et d'adaptation à la crise. Ainsi, par exemple, de la suppression des redoublements : louable objectif dès lors qu'il résulte du recul de l'échec scolaire ; mais, tromper l'œil si l'élève passe d'une classe à une autre sans considération du niveau atteint : le retard accumulé se transforme alors en handicap insurmontable.

Dégager d'importants moyens pour l'école, s'attaquer aux causes sociales de l'échec scolaire, prendre des mesures démocratiques pour tous les collèges : une telle politique a besoin, pour s'imposer, de l'intervention des travailleurs, enseignants et parents.

Nicolas Jeanson

LA PLUS GROSSE MANIF ETUDIANTE DEPUIS 1976.

GREVE GENERALE DE TOUS LES CHU DE FRANCE

25 000 étudiants de médecine ont défilé dans la rue, mardi dernier, venus de tous les CHU de France, de Marseille, de Toulouse, de Strasbourg, de Lille, de Brest par trains spéciaux. Ils ont manifesté contre la loi Ralite-Savary qui instaure un barrage supplémentaire à la fin du 2^e cycle au bout de la sixième année, aggravant la précédente réforme Veil. Tournant le dos aux aspirations des étudiants exprimées déjà en 1979, elle marque la volonté du gouvernement de satisfaire, là aussi, ce qu'il y a de plus réactionnaire dans le corps médical : les grands patrons, l'Ordre des médecins.

Chirac a été bien mal inspiré lorsqu'il a voulu assimiler cette grève générale à la défense de la médecine libérale. Le PS est tombé dans le même travers lorsqu'il a voulu voir dans ce mouvement l'expression d'une



jeunesse privilégiée, attachée à la défense d'intérêts corporatistes. Le référendum organisé par le comité inter-CHU (authentique comité central de grève) et au-

quel ont participé environ 20 000 étudiants (70 % des étudiants concernés), dépouillé par ordinateur par les étudiants eux-mêmes sous contrôle d'huissier, illustre parfaitement le sens de ce combat.

Les revendications sont claires : les étudiants en médecine, dans leur immense majorité, refusent une sélection qui transforme les études en course d'obstacles et en bachotage permanent.

Comme tous les autres étudiants, ils n'acceptent pas que leurs études soient soumises à d'autres impératifs que ceux d'une formation qui leur permette de maîtriser leur avenir.

S'ils n'ont pas forcément les idées très claires sur « la médecine ». Ils ont, par contre, très forte-

ment conscience que les besoins de santé tels qu'ils sont définis aujourd'hui par les pouvoirs publics ne correspondent pas aux besoins de la population. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles ils refusent la sélection qu'on leur impose.

C'est pourquoi ce puissant mouvement est un événement politique dont le gouvernement serait bien inspiré de prendre toute la mesure. C'est la première expression organisée contre la politique gouvernementale en direction de la jeunesse. Les négociations qui s'engagent vont montrer si le pouvoir entend ou non prendre compte les aspirations des jeunes en matière de formation.

Serge Eméry



Virage à droite en Europe ?

ASSISTE-T-ON, avec la victoire des chrétiens-démocrates en Allemagne fédérale et, secondairement, avec la remontée de l'opposition en France, à un virage à droite en Europe ? Plusieurs organes de presse n'ont pas hésité à l'affirmer. Nul ne peut évidemment nier que ces événements améliorent les marges de manœuvre des bourgeoisies du vieux continent. Outre-Rhin, cela devrait en premier lieu se concrétiser par une attaque redoublée contre le pouvoir d'achat, et par la multiplication des restructurations industrielles. Certains experts prévoient même que le nombre de chômeurs pourrait atteindre les trois millions à la fin de l'année.

Compte tenu du poids décisif du capitalisme allemand en Europe, les résultats des élections dans ce pays ne peuvent conduire qu'à un durcissement généralisé des politiques d'austérité. Les effets s'en feront d'abord sentir en France dont les autorités seront mises en mesure d'aligner complètement leur orientation économique sur les pratiques déflationnistes en vigueur chez leurs partenaires comme l'explique crûment le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Les responsables (français) doivent tirer les conséquences du fait que leur politique de l'endettement ne sort pas le pays de la crise mais l'y enfonce. » En un mot, à Paris comme à Bonn, l'heure est à la réduction de la consommation populaire.

LA victoire de la droite en Allemagne porte à l'évidence un coup sévère au mouvement ouvrier. Mais les succès des partis réactionnaires ne signifient pas que les classes dominantes aient eu raison des aspirations populaires au changement qui furent symbolisées par les triomphes socialistes de France, de Grèce et d'Espagne. Le meilleur indice n'en est-il pas que l'alliance réactionnaire qui gouvernait jusqu'alors le Portugal a toutes les chances d'être balayée, lors des élections générales d'avril prochain ? Par-delà des situations fort différentes, les revers électoraux des partis réformistes européens ont un point commun. Ils sont la sanction de pratiques gouvernementales qui, en acceptant les exigences des possédants, déçoivent, désorientent et démobilisent l'électorat ouvrier. C'est essentiellement la politique de Schmidt qui a permis à Kohl de rafler plus de 53 % des suffrages, comme c'est celle de Mitterrand qui a favorisé la conquête par la droite de trente et une grandes villes.

Sur le plan des luttes, en dépit des coups portés, les bourgeoisies ne sont nullement parvenues à briser la résistance ouvrière. En Allemagne, face à la détérioration des conditions de vie du plus grand nombre, on assiste à un regain des affrontements sociaux, en particulier dans la métallurgie. En Grande-Bretagne, si les mineurs viennent de renoncer à déclencher une grève générale, les employés du service des eaux sont parvenus à faire reculer Thatcher. En Italie, les capacités combatives de la classe ouvrière viennent de donner leur mesure lorsque le patronat a remis en cause l'échelle mobile des salaires. Seule la capitulation des directions réformistes a pu sauver la mise de l'équipe au pouvoir. Et malgré l'échec récent de la lutte des sidérurgistes, cent mille travailleurs belges sont descendus dans la rue le 26 février pour protester contre la politique du gouvernement Martens.

VOILA qui fixe nettement les limites des points marqués par les capitalistes européens et la responsabilité primordiale des stratégies réformistes. C'est dire que l'essentiel va dépendre, dans la prochaine période, de la capacité du mouvement ouvrier à passer à la contre-offensive et à donner une issue victorieuse à ses luttes.

A cet égard, il est au moins une leçon à retenir des négociations qui accompagnent le « réajustement des parités monétaires ». Les différentes bourgeoisies coordonnent leurs politiques économiques par-delà les frontières. Le monde du travail, par contre, ne leur oppose qu'un front dispersé. Pourtant, les sidérurgistes allemands qui se battent actuellement pour la préservation de leur outil de travail, contre les réductions de production imposées par Bruxelles et pour la nationalisation de leur branche d'activité n'ont-ils pas les mêmes objectifs que leurs camarades français, belges ou britanniques ? Et la réduction massive du temps de travail pour faire face à un chômage sans cesse plus massif ne figure-t-elle pas dans la plupart des plates-formes revendicatives ? L'heure est donc plus que jamais à la coordination européenne des syndicats et des luttes. C'est l'une des voies pour créer des conditions plus favorables au déroulement des combats de classe et au surgissement d'une réelle alternative anticapitaliste.

Christian Picquet

• Un quatrième parti vient troubler le jeu institutionnel allemand. Il frôle aujourd'hui 10% dans plusieurs grandes villes.



Petra Kelly et Gerd Bastian, leaders des Verts.

RFA: le succès des Verts

CURIEUSE et déroutante Allemagne. Pendant qu'elle envoyait au Bundestag une majorité absolue de députés réactionnaires, elle permettait à un nouveau parti de venir jouer les trouble-fête dans le jeu politique. Les Verts s'engagent en effet, à rendre « publiques le plus d'informations possible, y compris dans le domaine militaire », à manifester « en tant que groupe contre les euromissiles » et à instaurer — au mépris des règles constitutionnelles — un système de rotation de leurs parlementaires. On comprend la fureur de la droite devant cette menace de grippage des mécanismes institutionnels.

« Les écologistes, tonne Franz-Josef Strauss, le leader des chrétiens-sociaux bavarois, c'est comme les tomates. Ils commencent verts et ils finissent rouges ».

On aurait tort de ne voir là qu'un événement marginal. Car si les Verts ne recueillent que 5,6 % des voix au plan national, ils atteignent des scores particulièrement significatifs dans les grands centres urbains : 8,2 % à Hambourg, 7 % à Cologne, environ 10 % à Stuttgart, etc.

L'aboutissement d'un long processus

L'entrée du nouveau parti au Parlement de Bonn est l'aboutissement d'un long processus qui trouve son origine au début de la dernière décennie avec les Bürgerinitiativen, ces comités locaux qui entendaient « redonner l'initiative aux citoyens » et qui intervenaient tout particulièrement sur les problèmes du nucléaire et du cadre de vie. Produits de l'échec de l'opposition extra-parlementaire (APO) des années soixante, de l'incapacité du mouvement ouvrier à faire surgir de son sein une alternative anticapitaliste crédible et de la crise de la société allemande, ces réseaux donnèrent naissance à la puissante Fédération pour la protection de l'environnement (BBU) et furent à la base d'immenses mobilisations comme celle qui rassembla 100 000 personnes sur le site atomique de Brokdorf en 1981.

Parallèlement, la RFA voyait se former, avec une ampleur spectaculaire, une mouvance « alternative » qui ne tarda pas à regrouper des centaines de milliers d'individus, jeunes pour la plupart. Outre le mouvement des squatters particulièrement puissant à Berlin-Ouest, Stuttgart et Hambourg, une multitude de collectifs se forma, couvrant un large éventail d'activités sociales et culturelles. Deux militants de Francfort se

reconnaissant dans ce courant indiquent : « On peut énumérer 10 à 12 000 de ces projets regroupant quelque 80 000 personnes. Si l'on tient compte des sympathisants, le milieu alternatif est fort de 500 000 personnes environ. » Les participants à cette véritable « contre-société », « placés devant le choix entre le travail normal et le chômage (...) refusent l'un et l'autre et créent leurs propres collectifs » (1).

Très vite se posa évidemment le problème de fournir un débouché politique à un phénomène aussi massif. En 1980, à Karlsruhe, se créait un parti vert qui, dès l'année suivante, fit son entrée aux Parlements régionaux de Brême, du Bade-Wurtemberg et de Berlin-Ouest. En 1982, le même processus se reproduisait à Hambourg et en Hesse. Mais c'est sa convergence avec un mouvement antiguerre qui rassembla 300 000 manifestants le 10 octobre 1981 à Bonn qui favorisa la percée nationale de la nouvelle formation.

La lutte contre les nouveaux missiles de l'OTAN a en effet constitué l'aspect essentiel de la campagne des Verts pour les dernières élections. A la différence de la plupart des organisations écologistes européennes, ils ne se contentent pas d'un discours vague sur l'arme atomique. Ils désignent clairement la responsabilité de l'impérialisme américain dans les menaces d'holocauste, comme l'atteste leur porte-parole, Petra Kelly : « La menace de guerre c'est Reagan qui la fait peser sur nous. Les Américains ont toujours pris la tête de la course aux armements. C'est toujours eux qui ont été à l'origine du mouvement. »

Une formation hétéroclite

De tels propos ne pouvaient que trouver un large écho auprès d'une population inquiète des conséquences sur l'Allemagne d'une conflagration mondiale. Près des deux tiers des citoyens — tous les sondages le démontrent — s'opposent au déploiement des Pershing et des Cruise.

En outre, les Verts ont bénéficié du formidable discrédit des grandes formations parlementaires, chrétienne-démocrate et socialiste, éclaboussées par de multiples scandales au cours des derniers mois et impuissantes à résoudre le problème du chômage. Le nouveau parti a ainsi cristallisé à son profit un sentiment de rejet à l'égard du jeu politique ouest-allemand mais aussi une

contestation des règles du système économique. Ce n'est nullement un hasard si une enquête d'opinion réalisée pour le compte du grand magazine *Stern* le créditaient de 11 % des intentions de vote chez les sans-emploi. Et il est tout aussi significatif qu'il ait pu nouer une alliance avec les *Panthers grises*, une association de personnes âgées qui se bat pour la défense de leurs droits sociaux.

Reste que le programme des Verts demeure des plus nébuleux. Dans une interview à *Libération* du 1^{er} mars, Petra Kelly s'en faisait le reflet : « Les journalistes établis sont incapables de sortir des clichés droite-gauche et de prendre acte de l'existence et de la vitalité d'un mouvement qui échappe aux catégories habituelles, qui part de la base et défend des valeurs qui sont systématiquement écartées du débat politique, comme la non-violence, la compassion, la lutte contre le gaspillage des ressources naturelles, la solidarité avec le tiers monde, le raisonnement. »

L'inconsistance de ses propositions est la principale conséquence du caractère hétéroclite de ce courant. Les Verts demeurent un parti caméléon dans lequel se côtoient des éléments qui professent une sorte de « fondamentalisme » écologiste aux connotations franchement réactionnaires, des socialistes en rupture avec le SPD, des pacifistes et d'anciens militants de l'extrême gauche. Un exemple de ce caractère composite vient d'être fourni par la révélation du passé nazi d'un des élus du 6 mars, Werner Vogel, qui a dû renoncer à son mandat.

Si cette formation a pu jusqu'à présent préserver son unité, c'est en raison de ses structures décentralisées qui laissent à chaque groupe local une large autonomie de propagande et d'action. Mais son irruption sur la scène institutionnelle va la soumettre à des contradictions d'autant plus vives qu'elle ne dispose pas de projet politique cohérent. Pour conserver l'influence qu'ils ont pu acquérir, les Verts devront se comporter en défenseurs intransigeants des revendications du mouvement social qui a assuré leur succès. Ce qui va à l'encontre de leur objectif proclamé de « transformer le Bundestag de l'intérieur ».

Quelles que soient les limites de Verts, leurs résultats le 6 mars traduisent la crise du système politique ouest-allemand et forcent le nouveau chancelier à compter avec une nouvelle réalité.

Christian Picquet

1. Ingolf Diener et Eckhard Supp, « Ils vivent autrement ». Editions Stock 2. 1982.

AMERIQUE CENTRALE

« Cette église populaire absurde et dangereuse... »

(Jean-Paul II à Managua)

• Un prêtre et paysan salvadorien, membre des communautés de base chrétiennes, nous parle de son engagement aux côtés du peuple combattant

Renforcer le poids et l'autorité de l'Eglise dans l'une des régions les plus catholiques du monde. Tel était le premier des objectifs que s'était fixé Jean-Paul II à la veille de la tournée qui, du 2 au 9 mars, l'a conduit dans les six pays d'Amérique centrale, puis au Belize et à Haïti.

Du Costa-Rica au Honduras, le pape, au delà des effets démagogiques de tribune dont il est coutumier, a été des plus clairs quant au contenu de cette autorité qu'il prétendait réaffirmer spectaculairement : autorité des hiérarchies catholiques, de ces chiens de garde des régimes d'oppression et d'exploitation, de ces avant-gardes du combat contre « les collectivisme inhumains qui peuvent opprimer la dignité de l'homme », comme l'a répété de grand-messe en grand-messe, le souverain pontife.

A San Salvador, à Ciudad - Guatemala, il a, par ses silences, « blanchi », absent, les dictatures génocides. A Managua, où il était venu pour appuyer le véritable chef de l'opposition réactionnaire au régime sandiniste, monseigneur Obando y Bravo, l'archevêque de la ville, il a condamné sans nuances « l'église populaire absurde et dangereuse ». Celle des prêtres et des religieuses pour qui « foi chrétienne et engagement révolutionnaire ne sont pas contradictoires », pour qui « re-

ligion et révolution se conjuguent au service des humbles »...

La violence de la condamnation est à la mesure des divisions et des contradictions qui déchirent le catholicisme dans une Amérique centrale où s'affirme d'année en année la montée révolutionnaire.

La force croissante de cette « Eglise populaire » est, et sera dans les années à venir, un facteur important pour l'issue des mobilisations et des combats des peuples de la région ; au Nicaragua révolutionnaire menacé par l'intervention impérialiste relayée par la réaction intérieure, comme au Salvador où, plus qu'ailleurs, une importante partie du clergé s'est rangée du côté de ceux qui luttent contre la junte au pouvoir.

L'interview ci-dessous est celle d'un membre actif de cette « Eglise populaire » du Salvador. Le prêtre et paysan à qui nous donnons la parole est membre des communautés de base chrétiennes regroupées dans la Coordination nationale de l'Eglise populaire du Salvador. Il nous explique le sens et la nature de son combat. Dans la guerre civile dont est victime le peuple salvadorien, il a choisi sans ambiguïté son camp. Ce n'est pas celui de Jean-Paul II...

Jean-Pierre Beauvais

• Peut-on parler, au Salvador, de deux Eglises ?

— Comme partout en Amérique latine, il y a en ce moment dans le pays deux sortes d'Eglise. L'une, très traditionnelle et conservatrice, est minoritaire, mais elle contrôle le sommet de la hiérarchie. L'autre, où l'on trouve tout de même quelques évêques proches du peuple, regroupe une grande partie du clergé et la majorité des laïcs. Cette situation n'est pas vraiment nouvelle. Elle prévaut depuis une vingtaine d'années.

Voyez le président de la Conférence épiscopale. Il a aussi le grade de colonel de l'armée. Il s'agit de monseigneur Alvarez. Son bureau est toujours rempli de militaires... Quant au vice-président de la Conférence, il est connu pour ses dénonciations ouvertes lors de ses sermons ; il dénonce des prêtres connus et des catéchistes. Plusieurs ont

été assassinés par la suite. J'ai eu entre les mains la photocopie d'une lettre qu'il a envoyée à la garde nationale afin de dénoncer l'un de ses prêtres. Cinq jours plus tard, celui-ci était assassiné par quatre membres de la garde alors qu'il était en train de dire la messe... Un autre évêque est un grand propriétaire terrien. Il a appelé ceux qui travaillent sur ses terres à prendre les armes pour en finir avec les « terroristes », c'est-à-dire les combattants du Front [le FMLN].

Par contre, monseigneur Rivera y Damas est, à San Salvador, un évêque honnête. Il est proche du peuple et c'est le seul avec lequel les communautés peuvent dialoguer ; c'est le seul au sein de la haute hiérarchie qui se préoccupe vraiment de chercher une fin à la guerre civile.

Pour sa part, la Coordination nationale de l'Eglise populaire du Salvador (CONIP) réunit la majorité des

communautés chrétiennes de base du pays. Ces communautés sont nées il y a environ quinze ans. La majorité d'entre elles sont paysannes. Les autres sont des communautés soit directement urbaines soit organisées à la périphérie des villes. Ces communautés sont l'expression d'une conception du rôle et de l'activité des prêtres et des religieuses. Nous pensons que leur tâche n'est pas seulement d'encourager les chrétiens à vivre une vie chrétienne, mais qu'ils doivent vivre la même vie que ceux à qui ils s'adressent, en participant à leurs travaux, en courant les mêmes risques, en partageant les mêmes problèmes.

• Comment vous déterminez-vous face à la guerre civile ?

— Nous apportons un appui critique à tout ce que fait le Front (FDR-FMLN). En tant que CONIP, nous n'en sommes pas membres car nous ne sommes pas un parti politique qui lutte pour la prise du pouvoir. Nous sommes une partie de l'Eglise qui se veut au service du peuple. Dans cet esprit, nous essayons de maintenir au sein de la CONIP le pluralisme politique. Beaucoup de membres de la CONIP n'appartiennent à aucun parti politique et il y en a beaucoup d'autres qui appartiennent à diverses tendances du Front.

La majorité des opposants à la dictature sont chrétiens, y compris parmi les combattants de la guérilla. Plusieurs des dirigeants de celle-ci ont d'ailleurs été membres de communautés ecclésiales de base et ont été formés par elles.

• Quelle est l'action des communautés chrétiennes de base ?

— Nous travaillons en trois lieux différents : dans les zones contrôlées par le FMLN, c'est-à-dire 40 % du territoire ; dans les zones contrôlées par le régime de San Salvador et aussi à l'extérieur du pays, parmi les réfugiés salvadoriens du Mexique, du Nicaragua et du Honduras.

Dans le territoire sous contrôle des révolutionnaires, nous renforçons les communautés de base qui existaient déjà sur place depuis des années et nous collaborons activement à toutes les tâches d'éducation du peuple, à l'organisation de la santé ainsi qu'aux activités agricoles.

Dans les zones « gouvernementales », la situation est radicalement différente. Elle est très difficile à cause de la répression. Le travail des



Mgr Romero, l'archevêque de San Salvador assassiné par les tueurs du major d'Abuison aujourd'hui au pouvoir

communautés y est un travail de catombe : nous sommes en train de vivre là-bas une expérience semblable à celle qu'ont vécue les premiers chrétiens. Il faut se réunir clandestinement pour célébrer l'Eucharistie et vivre les sacrements. Certains prêtres, certaines religieuses ont dû quitter leur paroisse et s'en aller vivre chez des gens, là où ils sont certains de ne pas être connus.

Il faut savoir que de nombreux paysans ont été arrêtés pour « détention de matériel subversif ». Ce n'était pourtant rien d'autre que la photo de monseigneur Romero et la Bible...

Malgré la répression, les persécutions, les communautés ont poursuivi leurs activités dans ces zones et développé leur action humanitaire, notamment auprès de ceux qui ont dû fuir leur campagne. Il y a actuellement de très nombreux centres de réfugiés dans des locaux appartenant à l'Eglise. C'est là que parvient l'aide internationale.

Malheureusement, nous n'avons pas la possibilité d'accueillir tout ceux qui sont obligés de fuir, tous les paysans qui constituent la grande masse de ces réfugiés de l'intérieur. Comment pourraient-ils vivre dans des locaux souvent exigus ? Le premier des problèmes n'est pourtant ni le manque de nourriture, ni les conditions sanitaires déplorables. Il est d'ordre psychologique, parce que cette masse est sans emploi, désœuvrée...

Enfin, hors du Salvador, nous essayons de former des communautés au sein des réfugiés massés dans d'autres pays d'Amérique centrale ou au Mexique. Ils arrivent là-bas en état de choc. Ce sont tous des victimes de la guerre. On a assassiné plusieurs membres de leurs familles,

on a détruit leur habitat et ils se trouvent totalement démunis. Il faut accomplir toute une série de tâches humanitaires, se charger de leur obtenir du travail, des médicaments, des vêtements...

Actuellement, selon le Haut Commissariat aux Nations-Unies, il y a environ un million de réfugiés salvadoriens répartis entre les différents pays d'Amérique centrale et le Mexique, tandis que 300 000 autres sont des « déplacés » à l'intérieur même du pays. C'est dire l'ampleur de la tâche... Leur situation est presque toujours dramatique, notamment au Honduras. Nous avons engagé une campagne pour que les autorités de ce pays cessent de maltraiter et d'assassiner, de réprimer les réfugiés salvadoriens...

• Disposez-vous d'une influence au sein de l'armée, parmi les soldats ?

— Une grande partie de l'armée a été conditionnée pour assassiner ses propres frères. Depuis huit ans environ, circule parmi les soldats un petit carnet destiné à les « éduquer ». On peut y lire que la vie d'un soldat vaut celle de dix civils, que ceux qui portent l'uniforme sont les défenseurs de la patrie contre le communisme, de l'Eglise contre les prêtres et les religieuses communistes ; qu'ils recevront la bénédiction de Dieu même s'ils tuent, du moment qu'il s'agit de communistes. Malgré tout, il existe des soldats qui aujourd'hui se reconnaissent dans l'opposition au régime. Parmi eux, certains ont déserté ou veulent le faire. Mais le risque est considérable : de nombreuses familles de déserteurs ont été assassinées dans leur entière...

Une initiative du comité de solidarité avec le Nicaragua

Pour « créer un lieu d'informations, de réflexions et de débats », le Comité de solidarité avec le Nicaragua organise, le lundi 21 mars à 19 heures, un Forum de tables rondes. Chacune d'elles traitera durant cette soirée un thème particulier. Elles seront animées par des personnalités d'opinions diverses ayant eu l'occasion de visiter récemment le Nicaragua. Droits de l'homme et démocratie, non-alignement, rôle de l'Eglise, côte atlantique et minorités ethniques, réalités économiques, sociales et culturelles seront tour à tour abordés.

Un compte rendu écrit de chacune des tables rondes sera ensuite envoyé aux participants.

Animeront notamment les débats :

— Gonzalo Arroyo, directeur de la revue Amérique latine du CETRAL.

— Maurice Barthe, responsable des droits de l'homme à la CIMADE.

— Pierre Benoît, journaliste.
— Carmen Caamano, secrétaire adjointe de France-Amérique latine.

— Jean-Michel Caroit, journaliste, auteur du livre « Nicaragua, le modèle sandiniste ».

— Les responsables du Comité de coopération scientifique et technique avec le Nicaragua.

— Robert Fallet, responsable Amérique latine de « Frères des hommes ».

— Denis Gaboriau, agriculteur, responsable Bretagne et Loire-Atlantique de la CNSTP.

— Guy Le Boterf, sociologue, ancien conseiller technique au ministère de l'Education du Nicaragua.

— Rodolfo Matarolo, journaliste, « Droits socialistes de l'homme ».

— Jean Natiez, député socialiste, président du groupe parlementaire d'Amitié France-Nicaragua.

— Marcel Niedergang, journaliste au « Monde ».

— Jean Roger, ex-secrétaire général de l'Union parisienne des syndicats de la métallurgie.

— Claire Rosenberg, journaliste à l'AFP, et bien d'autres...

Ces différents forums se tiendront dans les locaux du CIPC, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.

POLOGNE

Solidarnosc, quinze mois après...

• Les manifestations du 13 mars, comme les débats qui traversent le syndicat clandestin, montrent que les travailleurs polonais ne se sont pas soumis.

QUINZE mois après l'instauration de l'état de guerre en Pologne, les travailleurs polonais ne se sont toujours pas soumis. Les manifestations qui, le 13 mars, ont regroupé plusieurs milliers de personnes à Gdansk, Varsovie et Wrocław, par leur caractère spectaculaire, ont une nouvelle fois attiré l'attention des médias vers Solidarnosc, que beaucoup avaient, un peu hâtivement, enterré. Ces manifestations témoignent à cette occasion de l'activité et de l'impact de ses structures clandestines.

Témoignage d'autant plus significatif que les manifestations du 13 mars ont eu lieu bien que le clergé — à Gdansk et à Varsovie en particulier — ait condamné sans ambiguïté l'appel à manifester lancé par des structures syndicales clandestines. « Je demande aux gens de ne pas répondre à cette provocation et de ne pas se laisser enfermer dans un jeu politique », avait déclaré l'abbé Jankowski lors de la messe qui servait de point de ralliement aux manifestants. Son collègue de Varsovie a été encore plus clair : il dénonça dans son sermon « ceux qui n'ont rien à voir avec l'Eglise » et ne viennent à la messe « que pour provoquer des manifestations » !

Des luttes multifformes

Le fait que Lech Walesa ait tenté de se rendre à la manifestation de Gdansk et ait tout fait pour le faire savoir au moment même où son confesseur Jankowski s'époumonait à la condamner, montre bien quels efforts déploie la hiérarchie catholique pour s'opposer aux aspirations des masses et aider Jaruzelski dans ses efforts de « normalisation », en échange de quelques concessions que ce dernier s'est engagé à lui octroyer.

Mais quel que soit leur caractère spectaculaire, les manifestations de rue ne sont ni le seul, ni



même le plus important aspect de la lutte de Solidarnosc.

Au sein même du syndicat clandestin, nombre de militants se sont opposés à l'utilisation systématique de cette forme de lutte. Le dirigeant syndical de Wrocław, Wladyslaw Frasyuniuk, récemment condamné à six ans de prison pour « avoir poursuivi les activités syndicales », expliquait lors de son procès : « J'ai toujours considéré que ce serait les entreprises et non la rue qui décideraient de l'avenir de Solidarnosc. (...) C'est pour cela que pour ma part, et le comité régional aussi, nous avons soutenu toutes les actions dans les entreprises, car elles intégraient les travailleurs, leur donnant en même temps le sentiment de leur propre force. C'est pourquoi (...) je mettais l'accent avant tout sur la reconstruction des structures organisationnelles du syndicat qui avaient fonctionné avant le 13 décembre. »

Il s'élevait contre ceux des militants de Solidarnosc qui voyaient dans la répétition des manifestations de rue une panacée pour l'action syndicale : « Les gens sont fatigués par la situation économique difficile, désespérés par les difficultés qu'ils voudraient voir résolues rapidement, et ils agissent sous le coup de l'émotion. C'est pour-

quoi il est facile de les provoquer, pour les faire descendre dans la rue. Les manifestations de rue détournent les gens d'activités plus ardues dans les entreprises (1). »

Loin des caméras de télévision, d'autres formes d'action apparaissent en Pologne. Ainsi, on vient d'apprendre que les six mille travailleurs de l'usine Fadroma de Wrocław ont organisé en février une semaine de lutte pour obtenir la réintégration de leurs camarades licenciés à cause de leurs activités syndicales. Alors que la quasi-totalité du personnel est payé à la tâche, ils ont décidé une diminution de huit heures de la semaine de travail — en dépit des pertes de salaire — pour montrer à quel point l'absence des ouvriers licenciés gêne la bonne marche de l'entreprise.

Fait significatif de la force du syndicat clandestin dans cette entreprise, l'arrêt de travail de cinq minutes qui a finalement duré un quart d'heure, qui devait être le point culminant de la semaine d'action, n'a été annoncé que de bouche à oreille. La propagande écrite se limitait à préciser : « Jour X, heure 0. » Cette semaine d'action a été suivie par plus de 90 % des travailleurs, et le bulletin de Solidarnosc de Wrocław, *Z Dnia na Dzień*, la

présente comme un exemple pour l'action future du syndicat.

La réorientation de la TKK

Cela s'inscrit par ailleurs dans la réorientation de Solidarnosc, dont la déclaration programmatique de la TKK (commission nationale de coordination), intitulée « *Solidarnosc aujourd'hui* », est la manifestation la plus frappante. « *Aujourd'hui*, peut-on y lire, notre disposition à faire des concessions a été prise pour un signe de faiblesse et ne peut que servir à perpétuer le système répressif. La société n'a pas de choix. La seule voie, c'est la résistance, la lutte contre la dictature. » Et encore : « Pour que le système du pouvoir en Pologne fasse des concessions, pour que la perspective de réformes devienne réelle, il faut agir avec l'objectif de détruire l'actuelle dictature. »

Cela tranche avec les illusions sur un possible compromis entre Solidarnosc et la bureaucratie, illusions dont les précédentes déclarations de la TKK étaient empreintes.

La direction nationale du syndicat formule une série de tâches en vue de la préparation de la grève générale qu'elle qualifie d'« inéluctable ». Parmi ces tâches, citons la campagne de boycott des organisations lancées par la dictature ainsi que la lutte pour le développement d'une « conscience sociale indépendante » (ce que Solidarnosc fait déjà avec succès), mais également (ce qui est nouveau) l'accent mis sur l'organisation de luttes sur des objectifs limités, qui pourraient être obtenus sans exiger pour cela le renversement du régime actuel.

De telles luttes permettent de renforcer et de roder l'organisation syndicale clandestine dans les entreprises et favorisent le développement d'un rapport de forces plus favorable aux travailleurs. L'exemple de la semaine

d'action à Fadroma s'inscrit dans cette perspective. Mais il faut aussi parler du cas de deux en-



treprises de la capitale, où la seule menace de grève a fait reculer la direction sur ses projets d'introduction d'une nouvelle grille de rémunération qui pénalisait les travailleurs productifs.

Cyril Smuga

1. « Robotnik 83 » n° 2, bulletin du comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, 120, rue de Crimée 75019 Paris. Il est possible de s'abonner à ce bulletin qui livre de nombreuses traductions de la presse syndicale clandestine polonaise, au prix de 40 F pour dix numéros, en écrivant à l'adresse du comité.

Liberté pour Edmund Baluka !

EDMUND BALUKA, ancien dirigeant de la grève des chantiers navals Adolf Warski à Szczecin en janvier 1971, militant socialiste, emprisonné après un an d'internement dans le camp de Wierzychowo, a commencé une grève de la faim le 24 janvier dernier. Depuis, des nouvelles alarmantes nous parviennent sur son état de santé.

Baluka n'est pas inconnu des militants de la gauche française. Forcé à l'exil par la répression en 1972, lorsqu'il ne se laissa pas intégrer dans l'appareil bureaucratique des syndicats officiels, il prit part à la campagne de défense des droits des travailleurs dans les pays de l'Est et anima à Paris, avec les militants de l'OCI, un bulletin de propagande socialiste en polonais, *Szerszen* (le Frelon).

Rentré en Pologne en avril 1981, il

fut réadmis à son ancien poste de travail grâce au soutien des militants de Solidarité. Pour le protéger de la répression, ceux-ci mirent en place une « garde ouvrière », qui l'accompagna un temps dans ses déplacements. Baluka ne fut pas un dirigeant de Solidarité : après son retour d'exil, il consacra toute son énergie à faire connaître le Parti socialiste polonais du travail, qu'il avait proclamé avec quelques camarades. Une telle attitude, sans prise sur les débats stratégiques qui traversaient le syndicat polonais, ne pouvaient que conduire à sa marginalisation.

Interné, Edmund Baluka a très vite gagné l'estime de ses camarades de détention par son opposition courageuse à l'arbitraire des gardiens et par son rôle d'organisateur de la résistance à l'intérieur du camp. Malade, il prenait la défense des autres détenus, s'opposant sans cesse aux

vexations dont ils étaient victime. Cette résistance à l'oppression a fait de lui la bête noire de ses geôliers.

C'est cet itinéraire de militant ouvrier intransigeant, mettant courageusement et en toute situation ses convictions en pratique, que la junte du général Jaruzelski veut faire payer à Edmund. Le défendre, c'est défendre le droit des travailleurs à s'organiser au sein de partis et syndicats indépendants du pouvoir établi, c'est défendre leur droit à proclamer leurs convictions socialistes en Pologne comme ailleurs. Le défendre fait partie de notre combat pour la libération de tous les prisonniers politiques et le rétablissement des libertés syndicales en Pologne.

On peut envoyer motions et télégrammes à : Zarząd Aresztu Sledczego, ul. Kaszubska, Szczecin. Pologne.

C. S.

VIENT DE PARAÎTRE

INPRECOR



SOMMAIRE

- France : Mitterrand et Mauroy devant les élections municipales.
- Bolivie : Les cent premiers jours d'activité du gouvernement Siles Suazo.
- Iran : Quatre ans après l'insurrection qui renversa le Shah.

Notes de Lecture

Une trop bruyante Solitude

Il est étrange et quelque peu inquiétant que les chefs-d'œuvre de la littérature naissent par prédilection dans la clandestinité des plus dures oppressions, comme si le prix des œuvres les plus profondément humaines, c'était l'inhumanité vécue par leurs auteurs.

Le dernier petit livre de Bohumil Hrabal est une nouvelle illustration de ce phénomène.

Hrabal n'en est pas à son coup d'essai ; ses *Trains étroitement surveillés* (Gallimard, 1969), étaient une œuvre de qualité dans la veine du soldat Schweik, de Hasek ; de même *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre*. A peine plus noir, comme il sied à notre temps comparé à celui de la monarchie austro-hongroise.

Avec *Une trop bruyante solitude*, Hrabal s'élève, sans rien perdre de sa personnalité, dans la zone de son autre compatriote, le plus grand, Kafka.

Ce livre est un conte du temps de la nouvelle barbarie envahissante, plein de tendresse humaine et de désespoir. C'est l'histoire d'un « dernier homme » dans un monde qui se robotise. Hanta — inspiré d'une expérience de Hrabal lui-même — presse de vieux papiers dans une cave humide. Mais ces papiers sont, mêlés aux pires déchets, en grande partie des livres livrés au pilon. Et la vieillesse, lui-même déchet de la société, condamné à détruire ces livres, a entrepris de les lire, du moins d'en lire des fragments hétéroclites, et ainsi d'en devenir le dernier lecteur, le dernier intellectuel d'une culture en cours de destruction, puis de

coucher ces volumes dans la tombe des ballots comme dans des sarcophages adressés à un très improbable avenir.

Le roman est, d'un certain point de vue, celui de cette dernière lecture.

Hanta, anti-héros misérable, appartient à la parenté des personnages de Beckett. Mais, alors que ces derniers sont, dans leur dénuement, complètement privés de culture, coupés d'elle, Hanta, lui, ne vit plus que d'écrits, des lambeaux d'une culture à la dérive, dont la destruction coupe l'humanité de sa mémoire.

Ce livre est un cri d'appel, d'alarme, dont la noirceur douloureuse n'est tempérée que par ce message, cette bouteille lancée à la mer, ce dernier ballot sanglant où Hanta s'est couché, que l'on ne peut pas ne pas rapprocher de ces mains coupées de déportés de Kolyma — peut-être légendaires — qu'eux-mêmes auraient glissées dans des chargements de bois destinés à l'exportation (2).

Lire ce beau livre poignant, c'est une recharge pour le combat par le plus de conscience qu'il induit sous son humour triste.

Michel Lequenne

1. Traduit du tchèque par Max Weller ; éd. Robert Laffont, où est paru également « Moi qui ai servi le roi d'Angleterre » (1981).
2. Rapporté par Andrei Siniavski, dans son introduction au tome I de « Kolyma » de Varlam Chalamov (éd. Maspéro).

Le Cabochard

Codou n'est pas Robrieux ! Son témoignage sur ses cinquante ans de Parti communiste a la truculence, la vérité, l'humour et la faconde d'un militant qu'on aurait aimé connaître. Trop pur, trop idéaliste, trop honnête pour quitter le train stalinien en marche, alors que de la guerre d'Espagne dans les « Brigades » en passant par la captivité sous Pétain, jusqu'aux tâches clandestines de l'après-guerre, ce « cabochard » n'a jamais su mettre sa langue dans sa poche, ni ses amitiés d'hier au placard des « raisons supérieures pour

l'intérêt du parti ». Ce livre se lit comme un polar, d'un trait, comme la fantastique biographie de Jan Valtin, « Sans patrie ni frontières », avec qui Codou partage la même amertume au soir de sa vie et les mêmes angoissantes questions. Pour cette génération à qui l'on a fait confondre communisme et stalinisme jusqu'à plus soif, Codou essaie de répondre

M. Laszlo

1. Editions François Maspéro.

Les Délateurs

Lorsqu'au début de l'année 1947, un petit sénateur du Wisconsin, nommé Joseph MacCarthy, entreprit une grande croisade contre la « subversion » qui, selon lui, menaçait l'intelligentsia américaine, se doutait-on des cicatrices profondes que laisserait pour toute une génération de progressistes, ce qu'on a appelé « la chasse aux sorcières » ?

Le (gros) livre de Victor Navasky, *les Délateurs*, sous-titré « le Cinéma américain et la chasse aux sorcières », revient dans le détail sur la traque « antirouges » qui secoua Hollywood durant près de cinq ans et qui, de liste « noire » en liste « grise »,

poussa sur le chemin de l'exil, Joseph Losey, Jules Dassin... poussa vers la délation Elia Kazan, Edward Dmytryk, Lee J. Coob... poussa vers la prison Dalton Trumbo, Ring Lardner, Dashiell Hammett... ou vers la mort un John Garfield ! Un livre passionnant, écrit dans un langage froid de juriste, qui rend encore plus implacable la mise à nu du mécanisme pervers qui déroula implacablement ses méandres dans la soi-disant plus grande « démocratie » du monde...

M. Laszlo

1. Editions Balland

Cinéma



Le Mystère Picasso

Généralement, les films « de peinture », même sur des contemporains, se contentent de « l'après » : filmer des tableaux achevés, saisis dans leur permanence d'objets définitifs. Clouzot et Picasso ont choisi de filmer le « pendant », de filmer le tableau qui s'élabore, se transforme, recommence. De ne pas filmer un objet mais une pratique, tout le cheminement de la main, tout le cheminement de la pensée. Pour la peinture et pour Picasso, c'est lumineux. Pour le cinéma aussi et l'on hésite à choisir si c'est un film sur le geste de peindre ou si c'est un film sur ce qui fait le « fond » du cinéma, l'observation du changement des formes. Rarement deux pratiques auront fusionné dans la même fraternité : la création (comme la révolution ?) est permanente, la pratique artistique s'exprime dans la continuité et le change de sa forme. Il fallait un peintre pour que le cinéma dévoile sa part de mystère (les formes en continue basculement, l'attente, le devinement). Il fallait un film pour qu'un peintre, le plus grand du siècle, dévoile cette part obscure de la peinture, inaccessible au phénomène de galerie ou de musée, le travail. Ce travail dont tout sens provient, dont toute création demeure.

P. Gourmandisch

L'Enfant secret

Quoi qu'on en pense *L'Enfant secret* pourrait être un film de genre. Le genre de la vie, le genre des regards, le genre de films que l'on fait avec une caméra qui respire en longues inhalations, en longues séquences, en longs travellings comme s'il ne fallait être économe ni de son souffle ni de son regard pour être toujours à juste hauteur des gens, de leurs déplacements, de leurs rencontres et de leurs séparations. C'est un film mobile pour filmer sans jamais se laisser distancer, ni jamais être en avance, le va-et-vient incessant, la vie d'artiste de ces gens-là qui sont des artistes en perpétuel va-et-vient. Que Garrel soit un peu l'Anthony Mann de ces bouts de trottoirs parisiens renvoie bien à une méthode de mise en scène : prendre son temps, prendre de l'espace et être là, attentif. C'est fou ce qui se passe entre deux ou trois personnes lorsqu'on sait être au bon endroit et au bon moment pour le voir, en les accompagnant.

P. Gourmandisch

tume dans l'humour et même bonheur dans l'amertume. Les aventures sentimentales tragico-burlesques d'un jeune Anglais de la génération des Beatles manifestent que Skolimovski était à mi-chemin des « nouvelles vagues » des deux dernières décennies. Une mémoire et une anticipation qui font de *Deep End*, aujourd'hui, un classique.

P. G.

Tootsie

Décidément, il y a bien un océan entre les USA et le vieux continent ! Dès qu'il s'agit de s'aventurer sur des terrains où le comique français (ou latin) ne rate pas une occasion de s'embourber, les anglo-saxons administrent la preuve de leur maestria dans les exercices de corde raide ! Hier *Victor-Victoria*, aujourd'hui *Tootsie* pour nous persuader qu'entre les leçons de la comédie fine et acide de « l'âge d'or » hollywoodien, les Américains aiment plus leurs personnages que leur enveloppe « stéréotypée » qui, chez un cinéaste

français, ne manque pas de déclencher une méprisable surenchère dans le scabreux. Malgré ses faiblesses, *Tootsie* n'est pas *Certains l'aiment chaud*, et Pollack, Wilder. Cette première comédie d'un « touche-à-tout » de génie n'est pourtant pas sans évoquer Howard Hawks, l'un des plus éclectiques Hollywoodiens. Il y a certainement beaucoup de liens entre *la Captive aux yeux clairs* et *Jeremiah Johnson* et entre *Allez coucher ailleurs* (voir article ci-contre) et *Tootsie*...

M. Laszlo

Reprises

Allez coucher ailleurs n'est pas la comédie la plus célèbre de Hawks mais elle porte à sa température d'ébullition la thématique centrale de cet auteur, l'inversion des signes de la sexualité, l'ambiguïté des rapports entre les sexes et l'identité confuse du statut de chacun d'eux dans son rapport à l'autre. Hawks, comme toujours grand seigneur, se tire avec le maximum d'élégance des pièges les plus boulevardiers.

Comme si après *Identification d'une femme*, il fallait de nouveau et plus profondément retourner à l'inlassable chimère antonionienne de la

femme, *l'Avventura* offre cet aspect labyrinthique qui est l'écho, lointain dans le passé, de son dernier film. Femmes insaisissables qui glissent d'un film à l'autre, disparaissent, reviennent, s'enfuient à nouveau, harcelant par touches successives, par effet de malignité, effet larsen, un archipel aux rares habitants et aux nombreux fantômes.

Ce qui vaut pour Antonioni vaut aussi pour Skolimovski. Malgré le passage des ans, les films sont contemporains. Douze ans d'écart entre *Deep End* et *Travail au noir*, ce n'est qu'une différence de sujet. Même œil, même intelligence, même amer-

traversé de façon venéuse *le Faucon maltais*, et ce polar de commande lui permit de continuer ; un examen de passage réussi en quelque sorte !

● Lundi 14 h 05 (TF1), *le Grand Sommeil*, remake par M. Winner du chef-d'œuvre d'H. Hawks. Mitchum hiératique et visiblement bourré pendant la durée du tournage évoque plus un pachyderme engoncé dans un trench-coat que Philip Marlowe, le privé de Chandler... Ratage à peu près complet !

20 h 35 (TF1), *Défense de savoir*, de Nadine Trintignant avec J.-L. Trintignant, M. Bouquet, B. Lafont, J. Berto... Sur un solide scénario d'Alain Corneau (tiens,

tiens...), ce film de 1974 brosse, sur fond d'enquête judiciaire, les dessous criminels d'une campagne électorale haineuse menée par un candidat de droite... Toute ressemblance avec des événements récents ne prouverait-elle pas que ce film est réussi ?

● Mardi 20 h 40 (A2), *le Tombeur de ces dames*, titre français idiot pour l'un des meilleurs films de, et avec, Jerry Lewis. Dans *The Ladies Man*, Jerry révélait que sous le clown dormait un grand metteur en scène : son décor de maison de poupée vu en coupe, son utilisation des techniques de la comédie musicale, ou son incursion dans le fantastique (séquence de la femme vampire) étaient autant de trouvailles de

génie... 20 h 35 (FR3), *Violette et François* de J. Rouffio avec Isabelle Adjani et J. Dutronc. Ce petit film qui lors de sa sortie respirait « l'air du temps » n'aura-t-il pas pris, en quelques courtes années, un irrémédiable coup « de vieux » ?

● Jeudi 15 h 05 (A2), *Chotard et Cie*, un film relativement méconnu de Jean Renoir (1933) avec l'excellent Charpin.

20 h 35 (FR3), *On s'est trompé d'histoire d'amour*, de J.-L. Bertucelli avec Coline Serreau et F. Perrin. Les seules bonnes trouvailles du scénario et du film semblent être le fait de Coline Serreau...

Michel Laszlo



- Samedi 21 h 35 (TF1), « Droit de réponse ».
- Dimanche 22 h 30 (FR3), *The verdict* ; rien de commun avec le

(don) film de S. Lumet actuellement sur les écrans ; pour son premier film, Donald Siegel avait choisi le « couple » Sydney Greenstreet/Peter Lorre qui avait

Unité français-immigrés !

• L'assassinat d'un enfant à Marseille prouve l'urgence d'une riposte nationale aux campagnes xénophobes

Pour un front unitaire contre le racisme

ILS ont tué ! La première victime du climat raciste créé à l'occasion des élections municipales aura été un enfant de douze ans, dont le seul « crime » fut de jouer le dimanche 13 mars dans une rue du quartier immigré de La Cayolle à Marseille.

Ce crime ignoble est un aboutissement. Comment, en effet, ne pas faire le rapprochement avec la campagne anti-immigrés que, de façon plus ou moins accentuée, les partis de droite viennent de mener ? Pour regrouper autour d'eux l'électorat réactionnaire, ils n'ont pas hésité à développer des arguments xénophobes, à assimiler délinquance et immigration, à passer alliance avec des groupes fascistes. Peu importe, à cet égard, qu'un Le Pen ait reculé de trois points dans le XX^e arrondissement de Paris à l'occasion du deuxième tour ou que la liste RPR-Front national ait été battue — d'extrême justesse — à Dreux. Il reste qu'à Belleville et Ménilmontant, par exemple, l'UDF Bariani s'est fait élire en reprenant à son compte les thèmes de son concurrent d'extrême droite. « Non aux positions de Le Pen », proclamait-il. « Mais faites-nous confiance pour une véritable maîtrise de l'immigration. Certains se croient désormais autorisés à passer de la parole aux actes. Et il en va de même dans plusieurs dizaines de circonscriptions.

Nous l'avons déjà dit dans ces colonnes, de tels faits ne doivent rien au hasard. Le sentiment d'insécurité matérielle et sociale, qui saisit de larges secteurs de la population laborieuse dans un contexte de crise galopante, est l'un des meilleurs atouts de la réaction. La classe dominante y trouve un moyen d'approfondir les divisions entre exploités afin d'affaiblir leur front et de faire passer plus facilement ses dispositions anti-ouvrières. Il est remarquable, que dans toute l'Europe, les mêmes ficelles soient utilisées et qu'en RFA, le gouvernement Kohl se prépare à lancer une violente attaque contre les quatre millions de travailleurs étrangers, turcs pour la plupart.

SIL est un bilan à tirer de la dernière campagne électorale, c'est bien l'incapacité des partis de gauche à s'opposer aux manœuvres de la droite. Il ne sert à rien de dénoncer, comme Mauroy au soir du 13 mars, les « amalgames abusifs » et les « simplifications hâtives ». Surtout lorsqu'on n'a rien fait en vingt mois pour renforcer l'unité Français-immigrés, au moyen notamment du droit de vote pour tous. Surtout après que Defferre ait déployé tant d'efforts pour intégrer sur sa liste des représentants de « Marseille-sécurité » et que Marchais se soit prononcé en faveur de « l'arrêt de l'immigration » et pour « examiner les revendications des immigrés et en terminer avec leur concentration ».

En se situant ainsi sur le terrain de leurs adversaires, le PS et le PC ont donné à la démagogie sécuritaire une légitimité et une crédibilité qu'elle n'aurait jamais eu sans cela. N'est-il pas accablant de voir que c'est souvent dans les quartiers acquis à la gauche que les racistes ont obtenu leurs meilleurs scores ? Il est frappant — et choquant — de voir maintenant la majorité en appeler à la « responsabilité » de tous mais conserver un silence embarrassé sur les attentats de La Cayolle. La mort d'un enfant immigré n'aura pas fait les manchettes de la grande presse de « gauche ».

Oui, il est plus que temps de réagir, de faire taire les propagateurs de la haine raciale. Chaque campagne xénophobe doit être immédiatement dénoncée par toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques, françaises et immigrées, par toutes les associations démocratiques. Chaque acte de terreur contre la population immigrée doit se heurter à une riposte massive, comme ce fut le cas à Marseille, le 15 mars. Aux agressions des nervis fascistes, qui se croieraient encouragés par le climat actuel, doit répondre l'organisation unitaire de l'autodéfense. Pour cela, il faut que se crée, dans les meilleurs délais, un front unitaire antiraciste. C'est ce à quoi la LCR va s'atteler dans les prochains jours. Il en va de l'unité de la classe ouvrière face à la droite et au patronat.

Christian Picquet

Marseille :

1 500 manifestants sur la Canebière

« Sécurité pour les immigrés ! » « A bas le racisme ! » 1 500 voix ont lancé ce cri, le 15 mars à Marseille, sur la Canebière.

Deux jours avant, un enfant de onze ans avait été déshabillé par une bombe placée dans une cité immigrée à La Cayolle. Ce meurtre était le sinistre prolongement de la pourriture raciste répandue sur la ville par la droite et encouragée par un Defferre qui se vante des expulsions réalisées. Le même Defferre a osé, mardi soir, récidiver en interdisant la manifestation. Ce geste ne pouvait avoir qu'un résultat : empêcher la riposte au crime de La Cayolle, empêcher qu'à Marseille s'élève une autre voix que celle de « Marseille sécurité », celle du RPR.

Vingt organisations ont passé outre à cette interdiction : la plupart des associations d'immigrés, le MRAP, l'ASTI, la

CIMADE, la CFDT, la LCR et les groupes d'extrême gauche (sauf le PCI). Plusieurs militants du PS, la cellule PCF de La Cayolle y ont participé, mais la fédération du PCF est restée muette et le PS, malgré de vives tensions, n'a pas désavoué Defferre.

Ce dernier, fidèle à sa ligne de conduite, fit encercler le rassemblement par des CRS en tenue de combat. Et les participants au rassemblement ne pouvaient avoir qu'un goût amer dans la bouche quand, après une vive discussion, ils furent appelés à se disperser devant les CRS. Même si la participation de 1 500 travailleurs et jeunes est loin d'être négligeable, les immigrés, fort nombreux dans le rassemblement, ont vécu concrètement les limites de la solidarité. A eux et à tous les antiracistes de surmonter cette situation.

L'IMMIGRATION n'aura jamais fait tant couler d'encre que lors de ces élections municipales de 1983. Déjà, avant le premier tour, Le Pen avait annoncé la couleur en couvrant Paris d'affiches ouvertement racistes : « 2 millions de chômeurs = 2 millions d'immigrés en trop ». Toute la droite s'emparait bientôt de ce thème en pratiquant l'amalgame immigrés = chômeurs = insécurité. Et la gauche, qui s'était déjà illustrée par les propos de son Premier ministre Mauroy contre les grévistes immigrés de l'automobile, tentait de rivaliser avec la réaction sur le même terrain, en particulier à Marseille où une des affiches de Defferre proclamait sans vergogne : « La droite : 20 ans d'immigration sauvage. Avec la gauche : enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets ».

Prisonniers de leur propre logique, prisonniers de la politique d'immigration qu'ils sont contraints de mener pour préserver le cadre du capitalisme, le PC et le PS sont en train de favoriser le pire poison dans la classe ouvrière française : le racisme et la xénophobie. Arme absolue de la bourgeoisie, le racisme, en période de crise économique, permet d'abord de s'attaquer à une partie de la classe ouvrière sans que l'autre ne réagisse, puis de s'attaquer à toute la classe ouvrière, alors affaiblie parce que préalablement divisée.

Quand Marchais déclare au soir du second tour : « Les concentrations d'immigrés sont dangereuses », ignore-t-il que bientôt la bourgeoisie dira : « Les concentrations de travailleurs sont dangereuses » ? Oui ! Pour le patronat et la bourgeoisie, tout regroupement ouvrier est dangereux : cela favorise son entrée en lutte, sa prise de conscience...

Il est temps de réagir ! Il faut, pied à pied, démolir tous les arguments de la droite, repris lors de cette campagne par le PS et le PC.

Le coût social des immigrés

Il faut combattre les idées reçues sur le coût élevé des immigrés pour la société. Elles sont radicalement fausses :

— Les immigrés paient leurs impôts comme les Français (impôts directs, impôts locaux, TVA).

— Les sommes engagées pour la formation, le logement, la gestion des foyers, l'action sociale et culturelle, sont prélevées sur le Fonds d'action sociale (FAS), alimenté pour l'essentiel (94,40 % du montant total en 1981) par la part retenue sur les

allocations familiales des immigrés dont la famille est restée au pays d'origine.

On continue donc de spolier les travailleurs immigrés d'une partie importante des droits résultant de leur travail.

Le recrutement des travailleurs immigrés constitue un énorme profit pour l'économie française : à chaque fois que le patronat emploie un immigré à la place d'un Français, il économise 30 000 F. En plus, comme ils sont employés comme OS ou comme manœuvres, leur formation ne coûte rien !

Ils cotisent à la Sécurité sociale comme les autres travailleurs. Pourtant, les chiffres montrent qu'ils perçoivent moins que les Français à tous les niveaux (montant moyen d'un remboursement demandé, nombre de remboursements moyens dans l'année, frais d'hospitalisation, etc.).

Les immigrés et l'insécurité

Encore une idée fautive qui attribue davantage de délinquance aux



étrangers qu'aux Français. Cette idée profondément ancrée est la plus dangereuse. Elle entraîne la peur et la haine, base du racisme le plus violent. La délinquance est au contraire plus faible chez les immigrés que chez les Français (et ce malgré leur misère plus grande et leur surexploitation). Par contre, les immigrés sont plus souvent mis en cause, soupçonnés, contrôlés, interpellés par les pouvoirs publics. N'est-ce

pas l'interpellation systématique des immigrés noirs ou maghrébins dans le métro qui finit par laisser planer la suspicion sur eux, sur la couleur de leur peau ? Enfin, parmi les délits des immigrés, un grand nombre sont liés à leurs conditions spécifiques sur le plan administratif : papiers faux ou pas en règle, infractions à la réglementation sur le travail, le séjour, le domicile...

A contrario, les immigrés sont les premières victimes de l'insécurité : celle qui résulte du racisme et les rend victimes d'un grand nombre d'agressions et d'attentats, souvent meurtriers, et de bavures policières.

Les immigrés et l'emploi

Encore une idée très répandue : « les immigrés sont responsables du chômage ». C'est l'un des préjugés les plus entretenus, notamment par ceux qui prônent leur expulsion pour « libérer des emplois ». C'est absurde et complètement faux.

En juillet 1974, date de l'arrêt de l'immigration, il y avait 378 000 chômeurs. Le 31 décembre 1982, il y avait 2 009 000 chômeurs, soit 5,3 fois plus. Or, le nombre d'immigrés durant cette période est resté stable.

Les immigrés sont aussi victimes du chômage pour les mêmes raisons que tous les travailleurs : la restructuration de l'économie qui licencie par milliers pour assurer rentabilité et profits. Dans certains cas (sidérurgie), ils ont été licenciés les premiers et renvoyés chez eux pour masquer la progression réelle du chômage et éviter les explosions sociales. Comme on l'a vu en 1978, cela n'a pas empêché ensuite le licenciement tout aussi massif des travailleurs français.

Le départ des immigrés entraînerait la faillite de nombreuses entreprises que le patronat ne peut maintenir que grâce aux bas coûts d'exploitation.

Il résulte d'une étude datant de 1976 que le départ de 150 000 étrangers libérerait 13 000 emplois. Mais le départ d'un million d'immigrés ne libérerait pas la même chose en proportion.

Les travaux de base effectués par les immigrés ne seraient pas remplacés. Or, ils sont eux-mêmes générateurs de richesse et d'emplois.

Il est temps de faire taire les arguments mensongers, d'y opposer l'unité de toute la classe ouvrière et des organisations ouvrières et démocratiques contre le racisme et la xénophobie.

Hélène Viken



Le 10 novembre 1982, à Nanterre, après l'assassinat d'Abdennbi : c'est le racisme qui tue